

opera mundi europe

RAPPORTS HEBDOMADAIRES SUR L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE

DANS CE NUMERO

- LETTRE DE BONN (p. 1-5)

Des consultations finalement positives

- LES COMMUNAUTES AU TRAVAIL (p. 6-8)

Une Conférence Ministérielle sur la coopération scientifique et technique; Conférence sur 'l'industrie et la société'; Politique communautaire sur l'environnement; Aides régionales.

- EUROFLASH (p. 10-38)

Sommaire Analytique, p. 10

Index Alphabétique, p. 36

N° 621 - 13 juillet 1971.

~~LT~~
~~CV~~
~~FE~~
~~EL~~
~~EX~~
~~ES~~
MO

LIBRARY

Av. Raymond-Poincaré

PARIS 16^e

OPERA MUNDI - EUROPE

RAPPORTS HEBDOMADAIRES SUR L'ECONOMIE EUROPEENNE

DIRECTION GÉNÉRALE ET RÉDACTION

100, Avenue Raymond Poincaré - PARIS 16^e

Tél. : 704.53.20 Télex : MUNDI-PARIS 27 989
CCP PARIS 3235-50

DIRECTEUR	Paul WINKLER
Directeur Adjoint	Charles RONSAC
RÉDACTEUR EN CHEF	André GIRAUD
Service Informations	{ Guy de SAINT CHAMAS Alain-Yves BUAT
Service Études et Documentation	
Institutions Européennes	Jean LAURE

SUISSE

54, rue Vermont
GENÈVE - Tél. 33 7693

BENELUX

12, rue du Cyprès
BRUXELLES - Tél. : 18-01-93

ITALIE

Piazza S. Maria Beltrade, 2
20123 MILANO - Tél. 872.485 - 872.492

ABONNEMENTS	Un an	6 mois
Série hebdomadaire	FF. 1.200	FF. 700
Série semestrielle	FF. 400	
(La revue n'est pas vendue au Numéro)		

SIÈGE ET IMPRIMERIE SPÉCIALE D'OPERA MUNDI-EUROPE, 100, Av. Raymond Poincaré PARIS 16^e

Toute reproduction interdite, sauf accord.

Dépôt légal 3^e trimestre 1971

L E T T R E D E B O N N

Bonn.- Certes, à Paris comme à Bonn, on a tiré des conclusions encourageantes des consultations franco-allemandes qui se sont déroulées à Bonn les 5 et 6 juillet. De part et d'autre, on a souligné le caractère franc et amical des conversations, la disponibilité mutuelle aux concessions, et l'on a mis l'accent sur la convergence des vues à propos de la plupart des problèmes de politique étrangère, de Défense et d'économie. De fait d'ailleurs, dans la presse allemande, la majorité des commentaires sur la rencontre Pompidou-Brandt a un ton foncièrement optimiste.

Cet optimisme mérite cependant d'être nuancé. Depuis la signature, en janvier 1963, du Traité de Consultations franco-allemand, il existe une pierre de touche grâce à laquelle il est possible d'éprouver sans risque d'erreur le degré de réussite des entretiens qui, au plus haut niveau, ont lieu deux fois par an entre les deux gouvernements: c'est le plus ou moins d'active convergence des mesures qu'ils prennent tant dans les domaines de la politique étrangère et de la Défense qu'en matière économique et monétaire - étant entendu que l'objectif du Traité n'est pleinement atteint que dans la mesure où ce synchronisme s'étend et s'approfondit.

Mais il est clair qu'une telle harmonisation, si elle ne fait qu'homologuer un consensus affirmé de l'un et l'autre côté antérieurement aux consultations, est beaucoup moins significative que si elle est le fruit du rapprochement de conceptions initialement divergentes et qu'en même temps, elle s'inscrit dans le cadre politique général qui est admis par les autres partenaires de la Communauté. Or, à ce dernier égard, les récentes consultations n'ont pas connu le succès qui eut été nécessaire à la poursuite de la politique d'unification européenne, puisque n'ont pas été résolus les différends entre les deux capitales en ce qui concerne la politique monétaire. Ces différends vont donc continuer à peser sur le climat des relations intracommunautaires, alors pourtant qu'ils font obstacle à la définition d'une position commune des Six au Fonds Monétaire International, et notamment pour la prochaine assemblée générale de cette Organisation prévue pour la fin septembre 1971 à Washington.

A Bonn, on s'est efforcé de minimiser cet aspect négatif des choses, le Secrétaire d'Etat Ahlers affirmant que l'on était parvenu à réduire l'écart des conceptions. Mais le porte-parole français, Léo Hamon, a en revanche, et tout aussi publiquement, exprimé la crainte qu'il ne soit pas réaliste de s'attendre à une position commune des Six hors de la prochaine assemblée générale du FMI, si, d'ici là, le Mark n'a pas recouvré une parité fixe.

Ces propos contradictoires ne font que traduire le dilemme où se trouve enfermé le gouvernement fédéral, et que le gouvernement

français se fait un malin plaisir de mettre au jour. En effet, alors que le Chancelier Brandt a maintes fois reconnu que les mesures monétaires prises à Bonn sont contradictoires avec le Plan d'Union économique et monétaire européenne, il en appelle en même temps pour les justifier à la nécessité de rétablir l'ordre dans sa "propre maison" et de la protéger contre l'inflation importée. L'opposition allemande a beau jeu de faire observer au Chancelier que la "maison fédérale" n'est pas seule en cause et qu'il s'agit aussi, et surtout, de penser à la "toiture européenne", qui ne peut être maintenue en bon état que grâce à une action commune. Observation qui ne l'empêche pas de se rallier aux thèses de son Ministre de l'Economie et des Finances, Karl Schiller, lequel s'attache moins à éclairer les causes internes du courant inflationniste en République Fédérale que les effets négatifs sur le plan monétaire de l'afflux incontrôlé sur le marché allemand d'une hot money (dollars américains notamment) en quête de gains spéculatifs.

Karl Schiller a réussi à éviter le contrôle des changes à l'économie allemande en faisant valoir que la flottaison du Mark constitue une mesure beaucoup plus efficace contre les troubles monétaires, et que l'incertitude où elle met les opérateurs du commerce extérieur représente un moindre mal. En fait, il estime que cette incertitude est de nature à convaincre, mieux que toute adjuration gouvernementale, les chefs d'entreprises de la nécessité de ne céder que très modérément aux revendications de hausses salariales. Selon lui, les tensions nées dans la Communauté à la suite de la décision allemande de faire cavalier seul, et le climat fâcheux qui en résulte ne valent pas que le gouvernement fédéral renonce à reprendre en main l'évolution conjoncturelle de l'économie nationale avec la fermeté nécessaire pour la redresser, avec tous les avantages de politique intérieure qui doivent en découler. Simultanément, il insiste pour que la Communauté opte en faveur de l'élargissement des marges de fluctuation par rapport au dollar des monnaies de tous les pays membres, assorti d'une réduction des marges de fluctuation entre ces monnaies elles-mêmes, préface à l'institution d'un taux de change absolument fixe. Ainsi se trouverait ouverte la voie à une flottaison égale et simultanée des six monnaies européennes face au dollar, au cas où la situation monétaire internationale l'exigerait - rendant possible de cette manière une dévaluation clandestine de la devise américaine.

Pour des considérations qui touchent d'ailleurs essentiellement à la conjoncture économique française, Paris est hostile à ce programme. En revanche, en Italie, en Belgique et aux Pays-Bas des voix se sont récemment fait entendre en faveur d'un examen des propositions allemandes, qui permettraient d'aboutir à des parités monétaires réalistes. On tient évidemment à Bonn le registre de ces ralliements, mais l'espoir d'y faire figurer le gouvernement français à son tour a été malheureusement déçu. Au contraire, le Président Pompidou et ses Ministres ont souligné les inconvénients de la flot-

taison du Mark, à la fois pour la France et pour la Communauté, avec une telle force de conviction que leurs interlocuteurs en ont été impressionnés.

Dans ces conditions, il va maintenant être infiniment plus délicat pour Karl Schiller de s'entêter à faire prévaloir jusqu'au bout ses conceptions au sein du Cabinet. On a d'ailleurs la preuve que l'argumentation de Paris et sa pression n'ont pas été inopérantes si l'on reprend les cinq points retenus par le Chancelier pour tirer la leçon des entretiens franco-allemands, à savoir :

- 1°) maintien de l'Union économique et monétaire Européenne en tant qu'objectif;
- 2°) harmonisation des mesures permettant de réaliser cet objectif;
- 3°) nécessité de ne pas laisser le mark flotter indéfiniment;
- 4°) accord pour faire entériner par le Parlement les mesures décidées, ou à décider à Bruxelles, notamment pour contenir les mouvements erratiques de capitaux;
- 5°) création dès 1972 d'un Fonds européen de réserves.

Au lendemain des consultations, les points 3 (flottaison du mark) et 4 (contrôle des mouvements de capitaux) retiennent tout particulièrement l'attention à Bonn. Sur le point 3, une rumeur gagne en consistance, selon laquelle c'est dès le courant août que la nouvelle parité du mark pourrait être fixée. Rares en effet sont ceux qui pensent possible un retour pur et simple à l'ancienne parité. En pratique, on assisterait à une réévaluation de l'ordre de 4 à 5% . Dans ce cas, il se pourrait d'ailleurs qu'à Bonn on prenne alors les Français au mot et qu'on insiste pour que soient précisées les modalités d'une conférence monétaire internationale.

Sur le point 4, la concession faite par le gouvernement fédéral peut s'analyser comme une prudente tentative pour réunir dans un package-deal l'ensemble des questions soulevées par la politique monétaire - idée que l'on entend d'ailleurs exprimer à Rome aussi. Quoiqu'il en soit, on attache à Bonn une grande importance à ce que soit délimitée avec précision chaque catégorie de contrôle, de telle sorte que chacun soit étroitement ajusté aux données du marché.

Contrairement à ce qui s'était passé lors des précédentes consultations, l'évolution de la politique agricole commune n'a pas été placée expressément dans le contexte des difficultés monétaires, le Chancelier s'étant contenté de réaffirmer le soutien de la République Fédérale à cette politique et à ses prolongements.

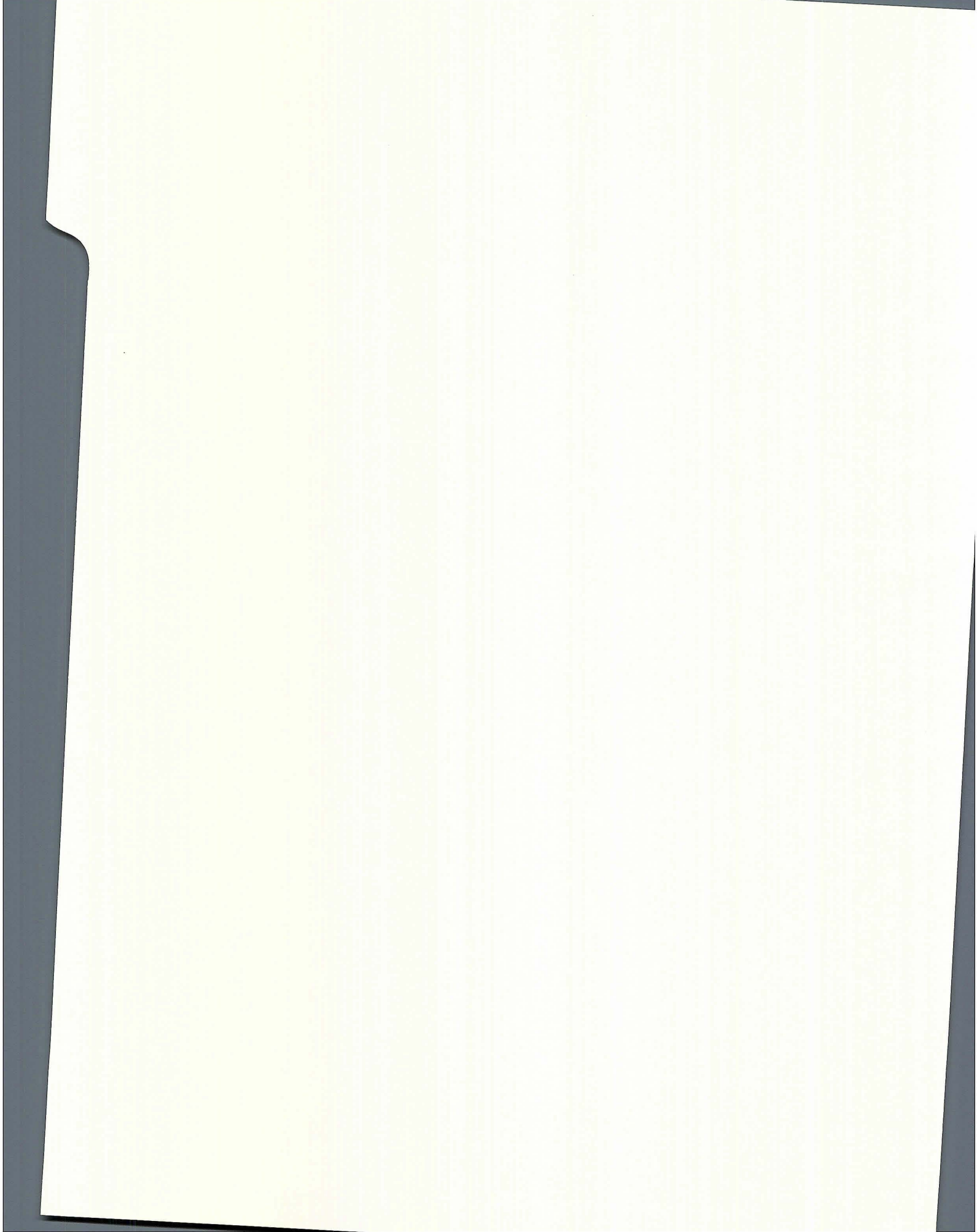
Quant au souci d'écarter toute menace sur la substance même de la construction européenne, il ne s'est pas manifesté seulement, des deux côtés, à propos de la politique agricole, mais aussi à propos de l'élargissement de la Communauté avec l'adhésion de la Grande-Bretagne, du Danemark, de l'Irlande et de la Norvège. A vrai dire, le gouvernement allemand n'est pas encore tout à fait sorti de la perplexité où l'a plongé la rapidité avec laquelle la France s'est déclarée prête à ouvrir aux Britanniques les portes du Marché Commun, satisfaisant ainsi une demande formulée de longue date par la République Fédérale. Ce qui ne signifie pas pour autant que les applaudissements adressés au Président Pompidou aient caché la moindre inquiétude sur d'éventuelles incidences, voire menaces de cette nouvelle "entente cordiale" sur la coopération franco-allemande. Bonn fait d'ailleurs ce qu'il y a lieu pour dissiper toute appréhension dans l'opinion allemande, et il faut reconnaître qu'il y est aidé par la manière dont s'est déroulée la dernière rencontre du Président français et du Chancelier.

Celle-ci a eu également pour résultat un examen plus attentif à Bonn des suggestions du Président Pompidou sur le développement politique de la Communauté, bien que l'on continue à ne pas voir clairement comment le noyau d'un futur gouvernement européen pourrait se former avec la désignation dans chaque pays membre d'un Ministre des Affaires européennes. La question se pose en effet de savoir si les sessions que tiendront ces Ministres à Bruxelles ne feront que s'ajouter à celles qui réunissent déjà en Conseil les autres Ministres (Affaires Etrangères, Agriculture, etc.). Ou bien si les nouveaux Ministres auront pour tâche de faire davantage pénétrer la réalité européenne dans les cabinets nationaux ... On ne sait pas trop non plus comment interpréter la suggestion de l'établissement d'un contrepoids parlementaire aux Ministres Européens. Ce contrepoids doit-il résider dans un renforcement des droits du Parlement Européen ? ...

Ce qu'il y a de certain en tout cas est que l'on s'opposera à ce que la Commission soit dénaturée pour être transformée en un simple collège consultatif d'experts. Mais, d'une façon générale, il semble que le vocable "pragmatisme" que l'on utilise fréquemment depuis quelque temps trahisse plus d'incertitudes que de certitudes quant aux prochains pas à accomplir. Le plus clair est sans doute que l'on s'emploie à Bonn, dans ce contexte, à ôter toutes chances aux opposants en Grande-Bretagne à l'adhésion britannique de se pourvoir d'armes nouvelles.

Avec beaucoup d'insistance, le Chancelier Brandt a fait ressortir au Président Pompidou le caractère indispensable de relations harmonieuses entre les Etats-Unis et la Communauté. A ce propos, le Chef du Gouvernement allemand voudrait que soit créé un Groupe Permanent de consultations, tandis que Paris n'envisagerait qu'un organisme ad hoc. La question des relations avec les Etats-Unis a

d'ailleurs occupé dans les entretiens une place particulièrement importante s'agissant de la politique de Défense. En effet, ni la France, ni la République Fédérale ne peuvent se désintéresser d'un retrait partiel des troupes américaines, et l'on y sait bien que ce retrait est inéluctable. Le Chancelier a donc demandé au Président français - qui a abondé dans son sens - de suivre de très près les discussions menées à ce sujet et de faire valoir que le soin de traiter la question d'une réduction équilibrée des effectifs ne peut incomber aux seules superpuissances, ni au cours de la future Conférence de sécurité européenne, ni lors de la préparation de cette Conférence.



LES COMMUNAUTÉS AU TRAVAIL

UNE CONFERENCE MINISTERIELLE SUR LA COOPERATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE.- Une conférence Ministérielle sur la coopération scientifique et technique, groupant une quinzaine de pays européens, dont notamment les six pays membres de la Communauté et les quatre pays candidats à l'adhésion, se tiendra, fin octobre, début novembre 1971, à Bruxelles, afin de tirer les conclusions des travaux effectués jusqu'à présent au sein de groupes et sous-groupes d'experts sur les différentes actions de coopération retenues par le Groupe AIGRAIN dans les domaines de la recherche et du développement où la coopération paraît la plus opportune et qui se prêtent le plus facilement à cette coopération internationale au niveau européen.

Malgré certains débats de procédure, l'importance du nombre des participants et l'examen de toute une série de projets qui n'ont pas été tous abordés. Dans certains domaines, par contre, l'on en est arrivé au point où une décision ministérielle est possible et même nécessaire, les experts ayant achevé l'élaboration de propositions d'accords techniques de coopération concernant les modalités, les objectifs et le financement des actions en cause.

D'autres groupes d'experts viennent d'établir des rapports concernant les problèmes horizontaux qui se posent dans chacune des actions sur les plans juridiques, administratifs et financiers. Les 15 et 16 juillet, un Groupe de Hauts fonctionnaires se prononcera sur ces divers rapports qui serviront ensuite de base à la grande discussion ministérielle. Parmi les projets qui ont d'ores et déjà retenu l'adhésion unanime, l'on peut noter notamment la création d'un CENTRE METEOROLOGIQUE EUROPEEN qui couvrira pratiquement toute l'Europe occidentale et dont la performance permettra d'améliorer considérablement la prévision météorologique dont la durée pourrait être portée de 4 à 10 jours, contre seulement un à trois dans les conditions actuelles. Ce Centre devrait être doté d'un ordinateur d'une capacité exceptionnelle. Les dépenses nécessaires sont estimées à 35 millions d'unités de compte pour les cinq premières années, et le personnel avoisinerait une centaine d'agents.

UNE GRANDE CONFERENCE SUR "L'INDUSTRIE ET LA SOCIÉTÉ".- Sur proposition de M. Spinelli, membre de la Commission plus particulièrement responsable des problèmes de l'industrie et de la recherche, une conférence sur "l'Industrie et la Société" sera proba-

blement organisée en 1972 à Venise. Elle a fait l'objet déjà d'une préparation particulièrement minutieuse, comportant notamment la consultation officieuse préalable des milieux administratifs et universitaires intéressés, ainsi que des partenaires sociaux des pays membres, de façon à ce qu'une décision officielle de la Commission sur la date, le lieu et le budget de la Conférence puisse intervenir avant les vacances d'été. Environ 400 personnes, représentant les institutions européennes, les administrations nationales, les universités et Instituts de recherche, ainsi que les partenaires sociaux participeront en principe à ses débats dont les thèmes principaux porteront sur :

- la réduction des disparités sociales et régionales dans la Communauté;
- l'évolution des besoins collectifs et qualitatifs de la vie;
- la Communauté dans le monde.

Cette conférence trouvera sa place dans le vaste ensemble de propositions de la Commission en matière de recherche et de développement industriel de la Communauté.

POLITIQUE COMMUNAUTAIRE SUR L'ENVIRONNEMENT. - Un Groupe interservices "Environnement" créé par la Commission en février dernier, vient d'achever, en vue de son examen par la Commission, une proposition pour une politique de la Communauté en matière d'environnement. Jusqu'à présent la protection et l'amélioration de l'environnement ne fait encore l'objet d'aucune action d'ensemble sur le plan communautaire, à l'exception de trois domaines précis :

- 1°) dans le cadre de la CECA où des recherches sont encouragées et financées, en vertu de l'article 55 du Traité de Paris, dans les domaines de la lutte contre la pollution et de la protection des travailleurs contre les dangers des émissions de poussières;
- 2°) dans le cadre du Traité d'Euratom qui s'occupe de la protection sanitaire, du contrôle permanent du taux de la radio-activité de l'atmosphère, des eaux et du sol ainsi que du respect des normes de base;
- 3°) dans le cadre du Traité de Rome là où les travaux portent sur l'élimination des entraves techniques aux échanges et des distorsions de concurrence.

Juridiquement, le projet de politique de l'environnement dans la Communauté se base sur l'art. 235 du Traité CEE. Il présente une série de thèmes d'action qui, de l'avis des experts de la Commission, pourraient immédiatement faire l'objet de travaux préliminaires

parallèlement aux démarches à engager pour doter la Communauté des pouvoirs d'action nécessaires à la réalisation du programme général.

Parmi les actions prioritaires, l'on peut citer : (1) la réduction de la concentration des polluants parmi les plus dangereux dans l'air et dans l'eau; (2) la réduction de la pollution provoquée par l'usage de certains produits commercialisés et par des substances résultant de productions industrielles; (3) l'aménagement des espaces et du milieu naturel; (4) la réalisation enfin d'études de base nécessaires pour mieux connaître, définir et résoudre des problèmes relatifs à l'environnement non déjà visés.

AIDES REGIONALES.- Après de longs efforts, les Etats membres et la Commission sont enfin arrivés à un accord fixant un plafond aux aides régionales dans les régions centrales de la Communauté, éliminant ainsi une distorsion de la concurrence au bon fonctionnement des institutions communautaires, provoquées par la surenchère croissante en matière d'aides à finalités régionales. L'accord prévoit un taux maximum de 20 % pour ces aides, celles-ci ne devant donc représenter pas plus di cinquième de l'investissement après fiscalisation. Il entrera en vigueur à partir du 1er janvier 1972, avec une période de transition d'un an, date à partir de laquelle les aides devront être rendues transparentes. En cas de besoin, des dérogations au plafond pourront être accordées. Précisons que l'accord ne porte que sur les régions centrales, excluant les régions périphériques, c'est-à-dire le midi de l'Italie, l'ouest et le sud-ouest de la France, Berlin et la zone longeant la frontière orientale de la République Fédérale d'Allemagne.

-9-

E U R O F L A S H

- P. 13 - ASSURANCES - France: Fusion ABEILLE & PAIX/A.G.P.
- P. 13 - AUTOMOBILE - Allemagne: Licence AUDI NSU négociée avec FORD. Autriche: Création définitive de VOLKSWAGEN-PORSCHE AUSTRIA. Espagne: S.E.A.T. négocie avec CITROEN HISPANA. France: AUDI NSU devient majoritaire indirect de C.E.I.D.A. Pérou: Prochaine usine VAN HOOL à Lima.
- P. 14 - BATIMENT & TRAVAUX PUBLICS - Allemagne: Intérêts espagnols dans UNISA BAUKERAMIK; Succursale pour SOCOL (Bruxelles); Fondateurs hollandais pour BOBEMA; Expansion de READYMIX TRANSPORTBETON. Belgique: Intérêts suédois dans CRAWFORD DEUR. France: Le groupe britannique READY MIXED CONCRETE réorganise ses intérêts; Fusion ENTREPRISES PERRIN/LE BOMIN, CAMINADE; HAMPTON & SONS dissout sa filiale à Paris.
- P. 16 - CAOUTCHOUC - Irlande: MAPA-FIT négocie le contrôle d'IRISH RUBBER.
- P. 16 - CHIMIE - Allemagne: Association SÜD-CHEMIE/PROGIL. Autriche: Filiale à Vienne pour WILH. ANDERNACH (Bonn). France: Les fondateurs d'EUROZYM; TENNECO fusionne deux affiliées. Italie: MANETTI H. ROBERTS prend la représentation de RECKITT & COLMAN, qui dissout sa filiale.
- P. 17 - COMMERCE - Allemagne: KAISER'S KAFFE reprend la chaîne C.F. BECK. Autriche: METRO-SB-GROSSMÄRKTE (Düsseldorf) crée MÖBEL-GROSSVERTRIEBS. Belgique: Filiale à Bruxelles pour MAJE DISTRIBUTION (Paris).
- P. 18 - CONSEIL ET ORGANISATION - Allemagne: SATRA CONSULTANTS (New York) s'installe à Hambourg; INFRATEST prend le contrôle de la filiale ATTWOOD de Wetzlar. France: BONNARD & GARDEL (Lausanne) s'installe à Rungis.
- P. 19 - CONSTRUCTION ELECTRIQUE - Allemagne: ROBERT MEIER passe sous le contrôle d'ALLEN ELECTRIC. Belgique: Dissolution de la filiale de TELETON ELEKTRO (Düsseldorf). Italie: PHILIPS absorbe PHILPER et F.A.R. absorbe FABBRICA ACCUMULATORI ELETTRICI TITANO; Coopération BARBER-COLMAN/CONTROLLI ELETTRICODOMESTICI. Pays-Bas: Naissance définitive de SMIT WELD.
- P. 20 - CONSTRUCTION MECANIQUE - Allemagne: Licence OAKES DIVERSIFIED INDUSTRIES pour AUTOMOTIVE PERFORMANCE de Fürth; Fondateur hollandais pour KERRES. Belgique: SOTEC-RAY (contrôle français) est repris par FABRICOM; BRUGEOISE & NIVELLES n'a plus d'intérêt dans B.L.H. EUROPE; Fermeture de la succursale de CAMILLE MERCIER (Morteau). France: INTERNATIONAL MODERN OPTICS passe sous contrôle américain; Filiale à St-Maur pour la filiale allemande SCHWELM & TOWLER du groupe THORN (Londres); FLOQUET-MONOPOLE reprend deux affaires à un groupe de Zurich; CARRIER CORP. devient actionnaire de CONTINENTALE D'APPLICATIONS TECHNIQUES; ROBERTO PERLINI s'installe à Paris et JULIEN MATTHIJS à St-Ouen.

- P. 23 - EDITION - Pays-Bas: Les fondateurs de FOTON PUBLISHING. Suisse: Filiale indirecte à Nyon pour LIBRAIRIE HACHETTE.
- P. 23 - ELECTRONIQUE - Allemagne: EUROELEKTRA (Breda) s'installe à Wuppertal. Autriche: Création définitive de C.A.P. (Vienne). Belgique: Succursale pour ELSAG (Gênes). France: ISOMET CORP. s'installe à Viroflay: ULTRAKUST consolide sa position à Paris; Entrée de I.D.I. et EUROPEAN ENTERPRISES DEVELOPMENT dans la nouvelle SCHNEIDER-ELECTRONIQUE; Représentation DALE ELECTRONICS pour ALMEX; Dissolution de VIATRON FRANCE. Italie: Filiale à Milan pour BRUEL & KJAER de Naerum. Pays-Bas: Représentation GRAPHIC SCIENCES pour VANANDEL.
- P. 26 - ENGINEERING - Belgique: BELGONUCLEAIRE s'associe aux accords NUCLEAR POWER GROUP/KRAFTWERKE UNION. Italie: E.N.I. s'associe aux accords NUCLEAR POWER GROUP/KRAFTWERKE UNION.
- P. 26 - FINANCE - Allemagne: Les fondateurs de G.J.H. SIEMERS BETEILIGUNGS. Belgique: AUTOVERMIETUNG SELBSFAHRER UNION développe sa filiale de Bruxelles. Espagne: Les actionnaires français de LEASING BANCAYA. France: Accords FIRST BOSTON CORP./FINACOR. Gabon: Actionnaires français pour STE GABONAISE DE PARTICIPATIONS. Italie: Nouveaux actionnaires pour INTERBANCA. Luxembourg: Les fondateurs de L.R. INTERNATIONAL, FINANZ BAU HOLDING, SECURITE EXPANSION et FINANCING AMERICAN FINAMERICANA.
- P. 28 - INDUSTRIE ALIMENTAIRE - Allemagne: DOUWE EGBERTS dissout D.E.J. INTERNATIONAL RESEARCH. France: Fondateurs belges pour COMAVI; Réorganisation chez LESIEUR COTELLE et LESIEUR SODEVA. Luxembourg: Concentration BRASSERIE DE LUXEMBOURG/BRASSERIE DE CLAUSEN. Pays-Bas: Rapprochement RADEMAKER'S (La Haye) avec DROSTE.
- P. 29 - METALLURGIE - Allemagne: ALUWERK (Groningue) s'installe à Haren. Autriche: Filiale à Vienne pour GEORG HARTIG (Mannheim). France: Etape dans la fusion UGINE-KUHLMANN/PECHINEY; Les actionnaires de SOFIFOS; UGINE-KUHLMANN entre dans OFIGE qui devient GIFOS. Italie: Les fondateurs de METALLURGICA & PROMOTING; Naissance de SO.GER.SA. Pays-Bas: Fondateurs britanniques pour WATERLOO. Suisse: HAASE & KÜHN de Neuchâtel est d'origine allemande.
- P. 31 - PETROLE - Allemagne: Le réseau KLAUS SALM est repris par CONTINENTAL OIL. Grande-Bretagne: DEUTSCHE SCHACHTBAU et TH. WEISSER associés aux recherches en Mer du Nord.
- P. 32 - PHARMACIE - France: MULSANT passe sous contrôle américain et LABORATOIRES BEYTOUT sous contrôle hollandais.
- P. 32 - PLASTIQUES - Italie: FRIULIA devient actionnaire de VIPAN. Grande-Bretagne: Licence MONTEDISON pour AIRFIX PLASTICS. Pays-Bas: Participation danoise dans NEDERLANDSE STEENWOLFABRIEK.

- P. 33 - TABAC - Belgique: Filiale pour ELISABETH BAS SIGAREN FABRIKEN de Boxtel (sous contrôle suédois).
- P. 33 - TEXTILES - Allemagne: VERGAB prend la chaîne de magasins SINN. France: AGACHE-WILLOT absorbe des filiales de distribution; SAINT-FRERES devient majoritaire direct du BON MARCHE. Italie: Actionnaire suisse pour FASHION INVESTORS.
- P. 34 - TOURISME - Belgique: Dissolution de RELAIS SCANDINAVE.
- P. 34 - TRANSPORTS - Allemagne: L'armement NORD LINE (Danemark) s'installe à Hambourg; Filiale à Nuremberg pour MARECHAUX & CIE. Belgique: Les fondateurs de TRAFINGA-GROSSET. France: Dissolution de TRAVELAIR-FRANCE. Italie: Expansion à Gênes de MARECHAUX & CIE; Représentation à Milan pour BELL LIJN.
- P. 35 - DIVERS - Allemagne: BERTELSMANN cède le contrôle de UFA-THEATER (exploitation cinématographique); INTERNATIONAL SWIMMING POOL (piscines "Florida") ferme sa filiale à Francfort. France: SOFISPORT (affiliée à COFININDUS) devient actionnaire de DYNAMIC (skis).
-

ASSURANCES

(621/13) Filiale 34,7/65,3 des groupes de Paris UNION FINANCIERE & MINIERE SA (depuis l'absorption par celui-ci du holding d'assurances LA PAIX SA - cf. n° 603 p.12) et L'ABEILLE SA (cf. n° 610 p.17), la compagnie de portefeuille LES CIES D'ASSURANCES ABEILLE & PAIX-C.A.A.P. SA a négocié l'absorption de la compagnie A.G.P.-LES ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS SA (filiale du groupe LA PATERNELLE SA - cf. n° 618 p.40), dont les actifs ont été évalués (bruts) à F. 388 millions. Transformée en ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS SA (seconde du nom), elle a en conséquence porté son capital à F. 310 millions.

AUTOMOBILE

(621/13) Le constructeur AUDI NSU AUTO UNION GmbH de Neckarsulm (cf. n° 618 p.15) a renforcé son réseau commercial à l'étranger avec la prise du contrôle absolu à Paris de la CIE DE COMMERCE & DE COMMISSION SA (cf. n° 461 p.20) avec sa filiale (65 %) CIE EUROPEENNE D'IMPORTATION & DISTRIBUTION AUTOMOBILE SA-C.E.I.D.A., qui était déjà son agent général et distributeur en France.

Propriété pour plus de 75 % du groupe de Wolfsburg VOLKSWAGENWERKE AG (cf. n° 618 p.19) et affiliée à l'ISRAEL BRITISH BANK LTD (Tel Aviv) - laquelle s'oppose à sa fusion, approuvée fin juin 1971, avec ce groupe (cf. n° 606 p.14) - AUDI NSU négocie par ailleurs la cession du brevet WANKEL de moteur rotatif au groupe suédois A/B VOLVO (cf. n° 620 p.13) ainsi qu'au groupe FORD MOTOR CO (cf. n° 593 p.19), qui en sera ainsi le second licencié aux Etats-Unis après GENERAL MOTORS CORP. (cf. n° 608 p.15).

(621/13) Les nouveaux liens de coopération noués début 1971 (cf. n° 601 p.14) entre le constructeur VOLKSWAGENWERKE AG (cf. supra) et son ancien importateur en Autriche PORSCHE KONSTRUKTIONEN KG (Salzburg et Vienne) ont été sanctionnés par la création d'une filiale 25/75, VOLKSWAGEN-PORSCHE AUSTRIA GmbH (capital de Sh. 0,4 million), dirigée par MM. G. Schneider-Manns, Theodor Obrietan et Hans Lämmle et chargée de la distribution des véhicules "Volkswagen" et "Porsche".

Majoritaire dans la nouvelle affaire, le partenaire autrichien est lui-même contrôlé par le constructeur de Stuttgart D.R. ING. H.C.F. PORSCHE KG (cf. n° 550 p.22) à travers sa filiale PORSCHE GmbH (Salzburg). VOLKSWAGEN et PORSCHE étaient déjà associés pour la réalisation des voitures de sport et grand tourisme de la série "VW Porsche 914" (2.500 unités/an).

(621/14) L'entreprise belge de carrosserie pour véhicules lourds VAN HOOL & FILS Sprl de Koningshooikt/Anvers (cf. n° 597 p.15) se propose d'implanter à Lima/Pérou une usine d'autobus.

(621/14) Membre à Madrid du groupe public I.N.I. -INSTITUTO NACIONAL DE INDUSTRIAS SA (cf. n° 571 p.42) et affiliée au groupe de Turin FIAT SpA (cf. n° 617 p.30), le constructeur S.E.A.T.-SOC. ESPANOLA DE AUTOMOVILES DE TURISMO SA (cf. n° 590 p.21) a engagé des négociations avec son homologue CITROEN HISPANA SA de Madrid (cf. n° 620 p.19) - également affiliée à FIAT à travers la compagnie CITROEN SA de Paris (cf. n° 611 p.17) - en vue d'une éventuelle rationalisation de leurs productions.

SEAT a produit 284.000 véhicules en 1970, contre 50.000 pour CITROEN HISPANA.

BATIMENT & TRAVAUX PUBLICS

(621/14) Spécialiste de travaux publics, agricoles, miniers et forestiers, la compagnie SOCOL SA de Bruxelles a ouvert à Nuremberg une succursale dirigée par MM. Albin Trubel et Wolfgang Burckhardt.

La fondatrice (anc. STE DE CONSTRUCTION & D'ENTREPRISES GENERALES-SOCOL, au capital de FB. 120 millions), qu'animent MM. Marcel Paulis et Jean Capel, est affiliée aux compagnies COMINIÈRE SA-STE COMMERCIALE & MINIERE DU CONGO SA de Bruxelles (membre du groupe LONRHO LTD de Londres depuis 1970 - cf. n° 597 p.22), SOCFIN-STE FINANCIERE DES CAOUTCHOUCS (Bruxelles) et SOCFINAL-STE FINANCIERE LUXEMBOURGEOISE SA de Luxembourg (membres toutes deux du groupe HALLET - cf. n° 612 p.29), COMOFI-COMPTOIR MOBILIER & FINANCIER SA de Bruxelles (cf. n° 543 p.24), NAGELMACKERS FILS & CIE Scs (cf. n° 612 p.29), etc...

(621/14) Filiale commune en Suède des compagnies BEIJERINVEST A/B de Stockholm (cf. n° 566 p.20) et JIM WALTER CORP. de Tampa/Fla. (cf. n° 291 p.18), l'entreprise d'éléments préfabriqués pour bâtiment (portes et cloisons notamment) CRAWFORD DOOR EUROPEAN C° de Torslanda (cf. n° 375 p.20) a installé une filiale commerciale en Belgique, CRAWFORD DEUR N.V. (Oudenaarde) au capital de FB. 1,5 million, en association avec sa filiale néerlandaise CRAWFORD DEUR N.V. (Alkmaar), majoritaire.

La fondatrice possède un important réseau de filiales à l'étranger, notamment en Grande-Bretagne, Norvège et Danemark.

(621/15) L'entreprise néerlandaise de bâtiments industriels clés en mains BOUW- & BETONMIJ. BOBEMA (Heerlen) a pris pied en République Fédérale avec la création d'une filiale à Sinnersdorf/Köln, BOBEMA GES. ZUR ERRICHTUNG SCHLÜSSELFERTIGER BAUTEN mbH (capital de DM. 100.000), que dirigent MM. L.L.J. Daems (Maastricht), A.L. Leenaers (Heerlen) et J.T. Koonen (Klimmen).

(621/15) Poursuivant la rationalisation de ses intérêts en France (cf. n° 595 p.15), le groupe britannique de matériaux de construction (notamment béton précontraint) READY MIXED CONCRETE LTD (Feltham/Midd.) a pris trois nouvelles initiatives : 1) apport du Département "prestations de services techniques, financiers et administratifs dans le secteur du béton prêt à l'emploi" de sa filiale BETON PREMIX SA (Bonneuil-sur-Marne/Val-de-Marne) à une affaire récemment constituée à cet effet, SOFISAG-STE DE FINANCEMENT INDUSTRIEL & DE SERVICES A LA GESTION SA (capital de F. 0,5 million), que préside M. David G. Moseley; 2) fusion des filiales BETON PREMIX SA et SUD BETON SA (La Valette-du-Var/Var) au profit de la première qui, transformée en BETON DE FRANCE SA, a porté son capital à F. 13,2 millions en rémunération d'actifs de F. 2 millions; 3) constitution, en association avec les filiales de Feltham R.M.C. FINANCE LTD et R.M.C. MANAGEMENT SERVICES LTD, d'une filiale de portefeuille à Bonneuil-sur-Marne, RMC FRANCE SA (capital de F. 13,7 millions), que préside M. David G. Moseley et qui a reçu le contrôle (quasi-absolu) de SOFISAG et de BETON DE FRANCE.

Par ailleurs, le groupe a dernièrement doté sa filiale de Düsseldorf READY MIX TRANSPORTBETON VERKAUF GmbH (capital de DM. 100.000), que dirigent MM. Hans-Ulrich Abshagen et Jürgen Klepp, d'une succursale à Remscheid.

(621/15) Des intérêts espagnols portés par M. Marti Vicente Falco (Castellon) ont été à l'origine à Nuremberg de la firme de vente de produits céramiques pour le bâtiment et la décoration UNISA BAUKERAMIK GmbH (capital de DM. 20.000), dont les gérants sont MM. Helmut Fiedler, B. Seeder et Peter Stadtfelder.

(621/15) L'entreprise de génie civil STE D'ENTREPRISES PERRIN-S.E.P. SA de Paris (cf. n° 242 p.20) a négocié l'absorption de son homologue STE LE BOMIN, CAMNADE & CIE & BETON ARME CONSTRUCTIONS CIVILES & INDUSTRIELLES REUNIES-BACCI SA (Paris) : transformée en BETON ARME CONSTRUCTIONS CIVILES & INDUSTRIELLES BACCI SA, elle a porté son capital à F. 14,8 millions en rémunération d'actifs estimés, bruts, à F. 74,9 millions.

Les deux affaires étaient associées au sein de la STE GENERALE ROUTIERE SA (Paris), où BACCI détient désormais une participation prépondérante de 41 % aux côtés des groupes DUMEZ SA de Nanterre/Hts-de-Seine (cf. n° 553 p.26) et RAZEL FRERES SA de Paris (cf. n° 593 p.21).

A la suite d'un récent accord avec l'ENTREPRISE CARONI SA (La Madeleine/Nord) - devant se matérialiser par une prise de participations croisées de 10 % - les actionnaires de RAZEL FRERES ont dernièrement formé à Paris le holding UNION FINANCIERE RAZEL SA (capital de F. 8,4 millions), chargé d'y détenir leurs intérêts.

(621/16) Constituée en avril 1963 sous le nom de HAMPTON & SONS (FRANCE) SA par le groupe de promotion immobilière de Londres HAMPTON & SONS (ADMINISTRATION) LTD (cf. n° 393 p.20), la société LEIGH INVESTMENTS (FRANCE) SA (Paris) a été dissoute.

CAOUTCHOUC

(621/16) Le groupe caoutchoutier français MAPA-FIT SA de Villiers-le-Bel/Val d'Oise (cf. n° 589 p.21) négocie la prise du contrôle à Dublin de l'entreprise de bonnets de bain en caoutchouc IRISH RUBBER LTD.

Le groupe français, qui a réalisé en 1970 un chiffre d'affaires de F. 85,3 millions, a récemment porté à DM. 2 millions le capital de sa filiale de Hanovre MAPA GmbH GUMMI & PLASTIKWERKE, au travers de laquelle il partage avec la compagnie britannique HAFFENDEN-RICHBOROUGH LTD (Sandwich/Kent) le contrôle de la firme de Cologne RADIUM GUMMIWERKE GmbH.

CHIMIE

(621/16) Spécialiste en République Fédérale de goudrons, mastics et produits d'étanchéité pour le bâtiment, la firme WILH. ANDERNACH KG de Beuel-Bonn et Hanovre (cf. n° 154 p.18) s'est donnée à Vienne une filiale commerciale et d'assistance technique, ANDERNACH GmbH (capital de Sh. 100.000).

Animée par M. Werner Andernach - gérant de la nouvelle affaire - la fondatrice, qui possède plusieurs affiliées à l'étranger, notamment ALISO N.V. (Breda) et KOSMOS BEDACHUNGS & ISOLIER GmbH (Zurich), réalise avec 180 employés un chiffre d'affaires annuel supérieur à DM. 20 millions.

(621/16) Les compagnies de portefeuille de Luxembourg E.E.D.-EUROPEAN ENTERPRISES DEVELOPMENT SA (cf. n° 618 p.31) et de New York SUEZ AMERICAN CORP. (groupe CIE FINANCIERE DE SUEZ & DE L'UNION PARISIENNE SA de Paris - cf. n° 615 p.27) ont participé pour 27,8 % et 5 % à la création à Paris de l'entreprise de recherche, expérimentation, fabrication et commercialisation de complexes enzymatiques EUROZYM SA (capital de F. 100.000), que préside M. Michel Hooreman, actionnaire pour 66,4 %.

(621/17) Négociée en République Fédérale entre la filiale PROGIL SA (cf. n° 520 p.17) du groupe RHONE POULENC SA (Paris) et le groupe SÜD-CHEMIE AG de Munich (cf. n° 577 p.19), une association dans le domaine du sulfure de carbone a débouché sur la constitution à Munich d'une filiale 60/40 de production et vente, S.S.G. -SÜDDEUTSCHE SCHWEFELKOHLENSTOFF GmbH (capital de DM. 0,2 million).

(621/17) La Division "produits chimiques pour peintures" NUODEX (usines à Elisabeth/N.J., Chestertown/Md. et Long Beach/Cal. - cf. n° 579 p.21) du groupe TENNECO CORP. de Wilmington/Del. (cf. n° 611 p.36) a simplifié ses intérêts à Paris en fusionnant ses filiales STE CHIMIQUE POUR INDUSTRIES DIVERSES-S.C.I.D. Sarl (cf. n° 519 p.23) et NUODEX FRANCE Sarl au profit de la seconde.

Celle-ci s'était assurée courant 1969 le contrôle absolu de la première en y reprenant la participation de 60 % de la STE CENTRALE DE DYNAMITE SA (Puteaux/Hts-de-Seine), transformée depuis en STE CENTRALE ROUSSEL NOBEL SA et affiliée pour 43 % au groupe FARBWERKE HOECHST AG (cf. n° 619 p.14).

(621/17) Le groupe britannique d'articles chimiques d'entretien, cosmétiques, alimentaires, etc... RECKITT & COLMAN LTD de Hull/Yorks. (cf. n° 615 p.15) allègera ses intérêts commerciaux en Italie en fermant en novembre 1971 sa filiale de Gênes RECKITT SpA pour confier sa représentation à la firme de Florence SpA ITALO BRITANNICA L. MANETTI H. ROBERTS & C° (cf. n° 606 p.30).

Affiliée notamment au groupe PIERELL SpA de Naples et Milan (cf. n° 585 p.45), cette dernière produit déjà sous licence du groupe britannique ses produits "Veet" et "Valderma" : elle distribuera désormais aussi ses spécialités "Harpic", "Nugget", "Duraglit", "Steradent", etc...

COMMERCE

(621/17) Le groupe de centres commerciaux en gros (type "Cash and Carry") METRO-SG-GROSSMÄRKTE GmbH & C° KG de Düsseldorf-Grafenberg (cf. n° 612 p.19) a présidé à la création à Vienne de la firme de vente en gros de meubles et articles d'ameublement MÖBEL-GROSSVERTRIEBS GmbH (capital de Sh. 300.000), dont le gérant est M. Otto Beisheim (Mülheim/Ruhr).

(621/17) La firme de vente promotionnelle de tous produits de consommation MAJE DISTRIBUTION SA de Paris a présidé et participé pour 25 % à la création à Bruxelles de la société MAJE DISTRIBUTION BENELUX SA (capital de FB. 3 millions), que dirige M. Jean-Paul Halleux (actionnaire pour 16,7 %) et dont les premiers administrateurs sont MM. Paul-Omer Van Lier, Georges Verdin, Nicolas Loyens (6,3 % chacun) et Jean-Pierre Bruggeman (Paris).

(621/18) La société de distribution alimentaire DEUTSCHE SB-KAUF GmbH & Co OHG d'Essen (cf. n° 553 p.23) a cédé la chaîne de magasins C.F. BECK GmbH & Co KG (28 établissements à Krefeld, Düsseldorf et leurs environs) à la compagnie de commerce et torréfaction de cafés KAISER'S KAFFE-GESCHÄFT AG de Viersen (cf. n° 614 p.25).

DEUTSCHE SB-KAUF, qui a réalisé en 1970 un chiffre d'affaires supérieur à DM. 400 millions, est contrôlée pour moitié chacun par le groupe de combustibles et transports RAAB KARCHER GmbH de Karlsruhe (cf. n° 586 p.41) et la filiale HUGO STINNES AG à Mülheim/Ruhr (cf. n° 618 p.37) du groupe public VEBA AG de Düsseldorf (cf. n° 619 p.35).

CONSEIL ET ORGANISATION

(621/18) Animée par M. James Giffen et membre du groupe d'import-export GREG-GARY INTERNATIONAL INC. de New York (cf. n° 580 p.39), la société de conseil en investissements, accords industriels et commerciaux à l'échelle internationale, etc... SATRA CONSULTANTS CORP. (New York) s'est donnée une filiale à Hambourg, SATRA DEUTSCHLAND GmbH & Co KG, en association paritaire avec la filiale MÜNCHMEYER IMPORT GmbH de la banque d'affaires de Hambourg MÜNCHMEYER & Co KG (cf. n° 585 p.51).

Dotée depuis peu d'une filiale à Londres, SATRA CONSULTANTS (U.K.) LTD, dirigée par MM. Ara Oztemel, J.H. Griffen, J.B. Scott et N. Bronstein, la fondatrice, que dirige M. Ara Oztemel, possède une société soeur en Belgique, SATRA (BENELUX) SA. Elle a été récemment partie prenante avec GREG-GARY aux accords de principe conclus en URSS par la filiale MACK TRUCKS INC. d'Allentown/Pa. (cf. n° 228 p.17) du groupe SIGNAL COS. INC. (cf. n° 601 p.18). Il s'agit de l'installation à Kazan d'une usine de 150.000 camions lourds/an, devant être opérationnelle en 1975 après un investissement global de \$ 1,4 milliard - dont \$ 700 millions d'équipements seront fournis par l'entremise de GREG-GARY (contractor) ou de SATRA CONSULTANTS.

(621/18) L'accord de coopération réciproque conclu dernièrement en République Fédérale (cf. n° 616 p.18) entre la firme d'analyses, études de marché, sondage d'opinion et recherche appliquée INFRATEST GmbH & Co KG et la filiale ATWOOD INSTITUT FÜR MARKTANALYSE GmbH (Wetzlar) de l'ATWOOD GROUP OF COS LTD (Londres) a été sanctionné par la prise du contrôle (70 %) de la seconde par la première.

(621/18) La firme de Lausanne BONNARD & GARDEL-INGENIEURS-CONSEILS SA s'est donnée une filiale sous son nom en France (Rungis/Val-de-Marne). Au capital de F. 50.000, celle-ci a pour gérants MM. Raymond Lafitte et Michel Hirbec.

CONSTRUCTION ELECTRIQUE

(621/19) L'association conclue début 1971 aux Pays-Bas (cf. n° 597 p.30) dans le domaine du soudage des métaux à l'arc électrique entre le groupe BRITISH OXYGEN C° LTD (Londres) et la filiale SMIT NIJMEGEN ELECTRO-TECHNISCHE FABRIEKEN N.V. (Nimègue) du groupe HOLEC N.V. (Hengelo) a été sanctionnée par la création de la société SMIT WELD N.V. (capital autorisé de Fl. 30 millions).

Animée par M. P. Laister et contrôlée (54 %) par le partenaire britannique, celle-ci a reçu de celui-ci ses activités commerciales au Benelux et en République Fédérale (BOC DEUTSCHLAND GmbH de Solingen)), et du partenaire néerlandais (46 %) sa Division "soudage" SMIT-LAS.

(621/19) Le groupe d'équipements et outillages électriques, pneumatiques et électromécaniques "Amex" pour garages ALLEN ELECTRIC & EQUIPMENT C° de Kalamazoo/Mich. (cf. n° 571 p.29) a renforcé ses intérêts en République Fédérale en reprenant à la compagnie de portefeuille ROMEICO BETEILIGUNGS GmbH, propriété de M. H.P. Heyne, son contrôle sur l'entreprise d'installations de lavage pour garages ROBERT MEIER & C° KG (Ahrensburg b. Hambourg), qui réalise avec 200 employés un chiffre d'affaires annuel de DM. 20 millions.

Le groupe américain était déjà présent dans le pays avec à Offenbach une filiale A. ROHE GmbH (cf. n° 538 p.20), spécialisée dans les installations automatiques de lavage de voitures, et une affiliée, CALIFORNIA CAR WASH INTERNATIONAL GmbH (cf. n° 308 p.24), licenciée de la filiale CALIFORNIA CAR WASH SYSTEMS INC. (Sun Valley/Cal.).

(621/19) Un accord de coopération et de licence en matière d'appareillages électriques de contrôle et réglage a été négocié entre la firme d'installations électriques générales CONTROLLI ELETTRODOMESTICI SpA de Gênes et Cornigliano/Milano et le groupe BARBER-COLMAN C° de Rockford/Ill. (cf. n° 611 p.23).

Doté d'une filiale sous son nom à Munich (capital de DM. 350.000), ce dernier possède plusieurs représentants ou distributeurs en Italie : 1°) pour ses régulateurs de températures, S.A.M.I.A. SpA (Milan); 2°) pour ses moteurs et réducteurs électriques ainsi que régulateurs de pressions et températures, AURIEMA ITALIA Srl (Milan); 3°) pour ses machines textiles, STEINMANN & BERTULETTI SpA (Milan).

(621/19) La firme de négoce de radiorécepteurs, téléviseurs, magnétophones, etc... TELETON ELEKTRO & C° KG de Düsseldorf (cf. n° 520 p.23) a procédé à la dissolution anticipée de sa filiale belge TELETON ELEKTRO Sprl, et en a confié la liquidation à M. Willem Schreinemachers.

La firme allemande qui reste présente en Belgique avec une filiale à Elsegem, TELETON N.V. (anc. TELETON ANEX Pvba), est également présente au Kremlin-Bicêtre/Val-de-Marne avec TELETON ELECTRO-FRANCE Sarl, et à Milan avec TELETON ELETTRO ITALIANA Srl.

(621/20) Spécialiste à Naples de batteries et accumulateurs alcalins, la société FABBRICHE ACCUMULATORI RIUNITE PARTENOPE HENSEMBERGER-F.A.R. SpA (cf. n° 399 p.21) s'apprête à absorber sa filiale de Bari FABBRICA ACCUMULATORI ELETTRICI TITANO SpA (capital de Li. 15,6 millions), dont elle se sera au préalable assurée le contrôle absolu.

Affiliée pour 33,3 % au groupe financier public S.M.E.-STA MERIDIONALE FINANZIARIA SpA de Naples (cf. n° 617 p.36) ainsi qu'au groupe BASTOGI SpA de Florence (cf. n° 596 p.15), F.A.R. (capital de Li. 2 milliards), qui a dernièrement investi Li. 4,36 milliards dans l'extension de son complexe de Casalnuovo/Napoli, exploite également une usine à Monza/Milano.

(621/20) Une simplification des intérêts en Italie du groupe N.V. PHILIPS GLOEILAMPENFABRIEKEN d'Eindhoven (cf. n° 615 p.29) se traduira par la fusion de l'entreprise d'appareillages radioélectriques et électrodomestiques de Milan PHILPER-APPARECCHIATURE TELECOMUNICAZIONI SpA (cf. n° 410 p.25) avec le holding PHILIPS SpA (capital de Li. 24,2 milliards).

Animée par MM. Gerritt Hanneman et Albert Le Coultre, PHILPER (capital de Li. 100 millions) possède depuis 1966 une filiale à Aprila, PHILPER SUD SpA, spécialisée dans les équipements pour télécommunications.

CONSTRUCTION MECANIQUE

(621/20) Spécialiste aux Etats-Unis de fournitures générales hospitalières et instruments de laboratoires, la compagnie BARNES-HIND PHARMACEUTICALS INC. de Sunnyvale/Cal. (cf. n° 595 p.43) a renforcé ses intérêts en France en s'assurant le contrôle à 75 % environ de la firme d'articles optiques et de lunetterie INTERNATIONAL MODERN OPTICS-I.M.O. SA (capital de F. 100.000) d'Oyonnax/Ain, que préside désormais M. Michel Claret.

Dans le pays, la compagnie américaine a acquis, il y a peu, le contrôle à 80 % de la STE OPTIQUE DE LUNETTERIE A. LAMARD (O.L.A. LAMARD) SA (Nogent-le-Roi/Eure & Loire) au capital de F. 0,7 million, avec sa filiale de vente OPTIQUE SCIENTIFIQUE DE LUNETTERIE A. LAMARD (O.S.L. A. LAMARD) SA (Paris) au conseil de laquelle elle est représentée par M. William Zell.

(621/20) Filiale en République Fédérale du groupe de Londres THORN ELECTRICAL INDUSTRIES LTD (cf. n° 613 p.23) - à travers les sociétés SCHWELM HYDRAULIK KG (Neuss) et TOWLER HYDRAULICS LTD (Rodley/Leeds) - l'entreprise de matériels hydrauliques SCHWELM & TOWLER HYDRAULICS GmbH de Buttgen/Neuss (cf. n° 515 p.24) s'est donnée une filiale (90 %) à St-Maur/Val-de-Marne, SCHWELM & TOWLER HYDRAULICS FRANCE Sarl (capital de F. 200.000), que gère M. Johannes Schwelm et où elle a pour associée (10 %) TOWLER HYDRAULICS LTD.

(621/21) Affiliée en France du groupe DANA CORP. de Richmond/Va et Toledo/Ohio, l'entreprise de pièces détachées pour moteurs (pistons, segments, chemises, soupapes, etc...) FLOQUET-MONOPOLE SA de Poissy/Yvelines (cf. n° 376 p.27) a repris à son homologue de Zurich NOVA WERKE FERBER & WRAN Snc (cf. n° 487 p.28) ses filiales de Courbevoie/Hts-de-Seine SA D'EXPLOITATION DES USINES NOVA et DIEPPE MARCHAND SA, et a simultanément acquis une participation majoritaire dans la compagnie SOCOBER-LA SOUPAPE SA de La Talaudière/Loire (anc. Vénissieux/Rhône).

FLOQUET MONOPOLE, dont les principales filiales étaient jusqu'ici INDUSTRIELLE DE PRECISION MARTI-I.P.M. SA (Vieux Charmont/Doubs), STE METALLURGIQUE C. JEUDY SA (Paris) et MONOPOLE SA (Barcelone), a réalisé en 1970 un chiffre d'affaires de F. 91,3 millions avec ses usines de Poissy, Liancourt/Oise et Dreux/Eure.

(621/21) Le groupe d'aéraulique CARRIER CORP. de Syracuse/N.Y. (cf. n° 614 p.22) est devenu, au travers de ses filiales de Londres CARRIER ENGINEERING C° LTD et DRYSYS EQUIPMENT INTERNATIONAL LTD, actionnaire à Paris de la firme d'engineering C.A.T.-CONTINENTALE D'APPLICATIONS TECHNIQUES SA (capital de F. 150.000), que préside M. Roger Bois.

Une des récentes initiatives de ce groupe en France a été la constitution, en association avec ses filiales CARRIER OVERSEAS CORP. (Syracuse), CARRIER ENGINEERING C° LTD (Londres) et STE FRANCAISE D'EXPLOITATION DES PROCÉDES CARRIER SA (Suresnes/Hts-de-Seine), du groupement d'intérêt économique GEMCA (Suresnes) pour la gestion de leurs marques et brevets. Dans le pays, il dispose également d'une filiale à Montluel/Ain, LE COMPRESSEUR FRIGORIFIQUE SA (cf. n° 609 p.24), et d'une autre à Suresnes, DRYSYS EQUIPMENT (FRANCE) SA (cf. n° 238 p.20).

(621/21) La compagnie de Bruxelles LA BRUGEOISE & NIVELLE SA (cf. n° 579 p.26) a cédé sa participation de 50 % dans l'entreprise de grues hydrauliques B.L.H. EUROPE SA de Mont-sur-Marchienne/Charleroi (cf. n° 608 p.21) à la compagnie BALDWIN-LIMA-HAMILTON CORP.-B.L.H. (Philadelphie), qui en a ainsi le contrôle absolu.

Celle-ci est passée dernièrement sous le contrôle du groupe de matériels de travaux publics CLARK EQUIPMENT C° (Buchanam/Mich.), lequel avait déjà repris en 1970 à BRUGEOISE & NIVELLE sa participation minoritaire (préalablement réduite de 30 à 18,75 %) dans la société CLARK AUTOMOTIVE EUROPE SA de Bruges (capital de FB. 200 millions).

(621/21) La firme néerlandaise de vente et représentation d'engins de transports et travaux publics AUTOBEDRIJ CHR. KERRES N.V. (Kerkrade) s'est donnée une filiale à Aix-la-Chapelle, KERRES GmbH (capital de DM. 20.000), gérée par son propre directeur Christian J. Kerres.

(621/22) L'entreprise italienne de matériels de génie civil ROBERTO PERLINI SpA de Vérone (cf. n° 378 p.25) a étoffé ses intérêts commerciaux à l'étranger - une filiale en République Fédérale (Horressen) - avec la création à Paris de la société PERLINI FRANCE SA (capital de F. 100.000), que préside M. Antonio Calgaro et où elle a pour associée sa filiale SINDER SpA (Vérone).

Jusqu'ici la fondatrice était représentée en France par les ETS FERGA SA de Gentilly/Val-de-Marne (cf. n° 436 p.26).

(621/22) La compagnie TUNZINI AMELIORAIR SA de Paris (cf. n° 619 p.29) a cédé son contrôle en Belgique - où elle demeure présente avec la filiale TUNZINI SA-T.A.M. d'Etterbeek (cf. n° 550 p.29) - sur l'entreprise d'installations de chauffage et conditionnement d'air SOTEC-RAY SA (cf. n° 431 p.32) à la compagnie FABRICOM SA de St-Gilles/Bruxelles (cf. n° 582 p.28).

Celle-ci, affiliée au groupe EMPAIN, s'est rapprochée dernièrement d'une autre affaire française d'aéraulique, la CIE GENERALE DE CHAUFFE SA (St-André-lez-Lille/Nord), avec laquelle elle partage notamment le contrôle des sociétés CIE GENERALE DE CHAUFFE SA d'Etterbeek (cf. n° 566 p.22) et COMEUROP SA (Luxembourg).

(621/22) Propriétaire à Vichte/Belgique des firmes JUMATT Pvba (matériaux de construction) et JULIEN MATTHYS & FILS Sprl (textiles), la famille Matthys a constitué à St-Ouen/Seine-St-Denis l'entreprise de négoce et location de matériels de blanchisserie FAMATT FRANCE SA (capital de F. 100.000), que préside M. Julien Matthys.

(621/22) La compagnie américaine AUTOMOTIVE PERFORMANCE OVERSEAS INC. a concédé la licence en République Fédérale des dispositifs d'injection "MK-II" de fuel "APO" pour moteurs produits aux Etats-Unis par la société OAKES DIVERSIFIED INDUSTRIES (Dallas/Tex.) à la nouvelle AUTOMOTIVE PERFORMANCE GES. FÜR AUTOZUBEHÖR & ABGAS-ENTGIFTUNG mbH de Fürth (capital de DM. 20.000), que gère M. Roy D. Haddix.

(621/22) La manufacture horlogère française ETS CAMILLE MERCIER Sarl (Morteau/Doubs) a fermé sa succursale de Bruxelles, créée en 1968.

EDITION

(621/23) Membre du groupe LIBRAIRIE HACHETTE SA de Paris (cf. n° 620 p.24), la société de vente de livres (notamment en porte à porte) LE LIVRE DE PARIS SA (cf. n° 548 p.25) s'est donnée une filiale à Nyon/Vaud, LE LIVRE DE PARIS (EXTENSION SUISSE) SA (capital de FS. 1 million), que préside M. Gérard Bungener et dirige M. Georges Naef.

HACHETTE s'était défait courant 1968 (cf. n° 517 p.23) de sa filiale de distribution de Genève LIBRAIRIE & COMMISSION SA (devenue PRESSE-IMPORT SA) au profit de la société de portefeuille NAVILLE HOLDING SA (Fribourg), contre une participation de 11,07 % dans celle-ci.

(621/23) Coiffé par le holding KLUWER GROEP MIJ. WETEN-SCHAPPEN N.V. (cf. n° 608 p.21), le groupe néerlandais d'édition et impression N.V. UITGEVERSMIJ. AE. E. KLUWER (Deventer) a constitué à Amsterdam l'entreprise d'impression de périodiques FOTON PUBLISHING N.V. (capital de Fl. 100.000), que dirige M. Nicolaas Scholtens et où il est associé à parité avec son homologue N.V. INTERNATIONALE UITGEVERS- & HANDELMIJ. SYSTEMEN KEESING (Amsterdam).

Animée par MM. Isaak Keesing et H.W. Driedveld, cette dernière coiffe depuis 1967 à Amsterdam les firmes UITGEVERIJ. BROEKMAN & DE MERIS N.V. et UITGEVERIJ HEYNIS N.V., et elle possède une filiale à Anvers, INTERNATIONALE DRUKKERIJ & UITGEVERIJ SYSTEMEN KEESING N.V. (anc. STE INTERNATIONALE D'IMPRESSION & D'EDITION).

ELECTRONIQUE

(621/23) Spécialiste au Danemark d'instrumentation électronique professionnelle, scientifique et électroacoustique, la compagnie A/S BRUEL & KJAER de Naerum (cf. n° 338 p.21) a renforcé son réseau commercial à l'étranger avec l'installation d'une filiale à Milan, BRUEL & KJAER ITALIANA Srl (capital de Li. 0,9 million), gérée par M. Alberto Anzi.

La fondatrice possède des filiales sous son nom en Suède, Suisse (Zurich), Etats-Unis (B. & K. INSTRUMENTS INC.), France (INSTRUMENTS B. & K. Sarl) et Canada notamment.

(621/24) Affiliée pour 29,8 % au groupe chimico-pharmaceutique UPJOHN C° de Kalamazoo/Mich. (cf. n° 612 p.18), l'entreprise de matériels électroniques, acoustiques et électro-optiques ISOMET CORP. (Palisades Park/N.J.) s'est donnée une filiale commerciale en France, ISOMET Sarl (Viroflay/Yvelines) au capital de F. 20.000, que gère M. Eliseo Garlatti.

(621/24) Filiale paritaire à Luxembourg des compagnies de software C.A.P. -CENTRE D'ANALYSE & DE PROGRAMMATION SA (Paris) et C.A.P. -COMPUTER ANALYSTS & PROGRAMMERS LTD (Londres), la compagnie de portefeuille C.A.P. EUROPE SA (cf. n° 607 p.25), que dirige M. Philippe Dreyfus, a définitivement installé à Vienne sa filiale absolue CAP COMPUTER-ANALYSE & PROGRAMMIE-RUNG GmbH (capital de Sh. 200.000), placée sous la direction de M. Jean Citry.

Animée par M. Bertrand Asscher, C.A.P. (Paris) a réalisé en 1970 un chiffre d'affaires de F. 33,5 millions, celui de CAP-EUROPE - consolidé avec celui des filiales de Bruxelles, Genève, Düsseldorf et Amsterdam - ayant été de \$ 1,7 million (F. 9,35 millions).

(621/24) L'entreprise allemande d'instruments électroniques de mesure et réglage (enregistreurs potentiométriques, hygromètres, régulateurs, thermomètres, etc...) ULTRAKUST-GERÄTEBAU GmbH & C° KG de Ruhmannsfelden (cf. n° 602 p.25) a transformé en filiale, sous le nom d'ULTRAKUST FRANCE Sarl (capital de F. 20.000) et la gérance de M. Hubert Garros, la succursale qu'elle avait récemment ouverte à Paris.

Forte de 350 employés, la fondatrice réalise un chiffre d'affaires annuel supérieur à DM. 8 millions.

(621/24) Connue pour ses composants ainsi qu'instruments électroniques et électriques (pour automatisme notamment), la firme EUROELEKTRA NEDERLAND N.V. (Breda) a présidé et participé à la création en République Fédérale de la société ELSTED GES. FÜR ELEKTROTECHNIK mbH (Wuppertal) au capital de DM. 40.000, que gère M. Werner Quadflieg et dirigent MM. F.A. van de Ven, P.P. Lagache et H. Heitmann.

(621/24) Membre du groupe public de Rome I.R.I. -ISTITUTO PER LA RICOSTRUZIONE INDUSTRIALE SpA - à travers le holding FINMECCANICA SpA (cf. n° 613 p.34) - l'entreprise de servosystèmes et instrumentation électronique ELETTONICA SAN GIORGIO-ELSAG SpA de Gênes (cf. n° 604 p.25) a renforcé son réseau chez les Six - une succursale de création récente en France (Châtillon-sous-Bagneux/Hts-de-Seine) - en ouvrant une représentation permanente à Bruxelles, dirigée par M. Aldo Mazzoni.

(621/25) La compagnie française de récepteurs radio, téléviseurs, électrophones, magnétophones, appareillages électroniques, etc... SCHNEIDER RADIO TELEVISION SA d'Ivry/Val-de-Marne (cf. n° 612 p.22) va faire apport de son Département "électronique professionnelle" à une nouvelle SCHNEIDER-ELECTRONIQUE SA, dont il sera actionnaire pour 20 % aux côtés de l'organisme semi-public de Paris I.D.I.-INSTITUT DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL (cf. n° 618 p.38) et de la compagnie de portefeuille de Luxembourg EUROPEAN ENTERPRISES DEVELOPMENT SA (cf. supra, p.16). Le Département concerné, qui emploie 300 personnes à la fabrication de petites calculatrices électroniques de bureau, réalise un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de F. 30 millions.

SCHNEIDER RADIO TELEVISION a récemment formé le projet de céder son usine du Mans/Sarthe (matériels grands public) à une affaire à constituer en association avec la compagnie LA RADIOTECHNIQUE SA (Suresnes/Hts-de-Seine), membre du groupe PHILIPS' GLOEILAMPENFABRIEKEN d'Eindhoven (cf. supra, p.20).

(621/25) Membre du groupe LIONEL CORP. de New York, l'entreprise de résistances de haute fiabilité et de trimmers bobinés à couche et en boîtier "dual in line" DALE ELECTRONICS INC. (Columbus/Neb.) a confié sa représentation en France à la société ALMEX SA de Paris.

De création récente, celle-ci distribue déjà les transistors de puissance de la firme UNISEM CORP. (East Hartford/Con.), formée en 1970 par la compagnie UNITED AIRCRAFT CORP. (cf. n° 595 p.20) pour reprendre sa Division "Composants Electroniques".

(621/25) La compagnie d'équipements pour le traitement de l'information VIATRON COMPUTER SYSTEMS CORP. de Bedford/Mass. (cf. n° 564 p.30) a mis fin aux activités de sa filiale de Paris VIATRON FRANCE SA (capital de F. 1 million).

La compagnie américaine reste présente chez les Six avec une filiale à Bruxelles, VIATRON COMPUTER SYSTEMS (BELGIUM) SA. Elle a récemment cédé sa filiale de Londres VIATRON COMPUTER SYSTEMS (UK) LTD au groupe LAMSON INDUSTRIES LTD de Londres (cf. n° 608 p.28), devenu à cette occasion son licencié pour la Grande-Bretagne et l'Irlande.

(621/25) La compagnie GRAPHIC SCIENCES INC. de Danbury/Conn. a confié à la société de Rotterdam VANANDEL VERENIGDE BEDRIJVEN N.V. (cf. n° 606 p.18) la représentation pour le Benelux de ses machines imprimantes "Dex" et copieuses pour télétransmissions.

Animée par MM. S.G. Campbell et R.K. Dambrowski (qui la contrôlent à 40 %), GRAPHIC SCIENCES a chargé en 1970 de son expansion internationale la compagnie britannique COMPUTER INSTRUMENTATION LTD d'Eastleigh/Hampshire (cf. n° 551 p.27), elle-même filiale indirecte du groupe U.C.C.-UNIVERSITY COMPUTING C° de Dallas/Tex. (cf. n° 613 p.28).

ENGINEERING

(621/26) Les compagnies d'engineering nucléaire britannique NUCLEAR POWER GROUP Ltd de Knutsford/Ches. (cf. N° 613 p. 29) et allemande K.W.U. KRAFTWERKE UNION AG de Mülheim/Rhur (cf. N° 594 p. 27) ont assuré le renforcement de leurs liens commerciaux - des soumissions récemment effectuées conjointement en Australie (Jervis Bay), au Brésil et en Thaïlande - pour la fourniture de centrales nucléaires et équipements annexes hors de Grande-Bretagne et d'Allemagne en associant à leur accord de marketing les compagnies BELGONUCLEAIRE SA de Bruxelles (cf. N° 554 p. 26) , E.N.I.-ENTE NAZIONALE IDROCARBURI SpA de Rome (cf. N° 618 p. 34) et BRITISH NUCLEAR FUELS Ltd (Londres).

Le partenaire allemand est filiale paritaire des groupes AEG TELEFUNKEN AG et SIEMENS AG (cf. N° 620 p. 25), lesquels ont rompu en 1969 (cf. N° 506 p. 23) leurs accords avec leurs licenciés respectifs aux Etats-Unis GENERAL ELECTRIC C° et WESTINGHOUSE ELECTRIC C°. Le partenaire britannique - où le groupe public I.R.C. - INDUSTRIAL REORGANIZATION CORP. (en cours de dissolution) a cédé dernièrement la participation de 10 % qu'il avait acquise en 1969 - appartient pour 20 % chacun aux organismes ou compagnies SIR ROBERT McALPINE & SONS (Londres), U.K.A.E.A. - UNITED KINGDOM ATOMIC ENERGY AUTHORITY (Londres), CLARKE, CHAPMAN & C° Ltd (Gates Head/Durham) et REYROLLE PARSONS Ltd (Hellburn Co. Durham), le solde allant aux sociétés HEAD, WRIGHTSON & C° Ltd (Yarms/Yorks.), STRACHAN & HENSHAW Ltd (Bristol) et WHESOE Ltd (Darlington).

FINANCE

(621/26) Récemment formée à Bilbao, la société LEASING BANCAYA SA l'a été en association par la filiale à Londres SUEZ FINANCE C° Ltd de la CIE FINANCIERE DE SUEZ & DE L'UNION PARISIENNE SA de Paris (cf. supra p.16) et la compagnie BAIL EQUIPEMENT SA de Paris (cf. N° 618 p. 34), affiliée à la précédente en même temps qu'au groupe de Cleveland/Ohio LEASEWAY TRANSPORTATION CORP., d'une part, et d'autre part le BANCO DE VIZCAYA SA de Bilbao (cf. N° 489 p. 22) et le BANCO DE FINANCIATION INDUSTRIAL SA-INDUBAN de Madrid et Barcelone (cf. N° 489 p. 22).

(621/26) Des intérêts canadiens portés par M. W.H. Friend (Montreal) et britanniques portés par M. Adam P.F. Cumyn (Londres) ont été à l'origine à Luxembourg de la compagnie de portefeuille L.R. INTERNATIONAL SA (capital de \$ 1 million).

(621/27) Membre du groupe VOLKSWAGENWERK AG (cf. supra p. 13), la firme de leasing automobile et véhicules industriels AUTOVERMIETUNG SELBSFAHRER UNION GmbH de Hambourg (cf. N° 596 p. 14) a porté à FB 7 millions le capital de sa filiale de Bruxelles AUTO CONCORDE LOCATION-A.C.L. pour en permettre l'expansion, et l'a transformée en INTERRENT SA.

Intéressée à Amsterdam dans la compagnie CAROP-VERENIGDE EUROPESE AUTOVERHUURBEDRIJVEN N.V. (cf. N° 618 p. 42), la fondatrice est présente depuis quelques mois à Paris avec une filiale, INTER-RENT-LOCATION DE VOITURES Sarl.

(621/27) La BANQUE DE PARIS & DES PAYS-BAS SA a formé à Libreville, en association 70/30 avec l'Etat gabonais, la STE GABONAISE DE PARTICIPATIONS & DE DEVELOPPEMENT SA (capital de F. CFA 100 millions) qui, sous la présidence de M. Hervé Pinet, assurera l'étude et la promotion de tous projets industriels, financiers et commerciaux susceptibles de concourir au développement économique du pays.

(621/27) Quatre établissements bancaires italiens, ISTITUTO CENTRALE DI BANCHE & BANCHIERI SpA (Milan), CREDITO ROMAGNOLO SpA (Bologne), BANCA PRIVATA FINANZIARIA SpA (Milan) et BANCA MOBILIARE PIEMONTESE SpA (Turin), ont acquis une participation minoritaire dans la société de crédit à moyen terme INTERBANCA-BANCA PER FINANZIAMENTI A MEDIO TERMINE SpA de Milan (cf. N° 581 p. 31), dont les services seront offerts ainsi désormais dans plus de 2.500 agences locales.

Affiliée depuis 1970 (cf. notamment N° 580 p. 33) au groupe KREDIETBANK N.V. d'Anvers et Bruxelles (cf. N° 620 p. 25), INTERBANCA - dont le capital a été récemment doublé à Li. 12 milliards - demeure contrôlée par ses fondatrices, à savoir : BANCA D'AMERICA & D'ITALIA SpA (Milan), BANCA NAZIONALE DEL LAVORO-LAVOROBANK SpA (Rome) et BANCO AMBROSIANO SpA (Milan).

(621/27) La banque de Hambourg G.J.H. SIEMERS & C° KG (cf. N° 494 p. 29) a créé à Düsseldorf - à travers la filiale G.J.H. SIEMERS AG (Chur) - la compagnie de portefeuille G.J.H. SIEMERS BETEILIGUNGSVERWALTUNG AG (capital de DM 100.000), que dirigent MM. Helmut Hilbert et Günther Müller et où elle a pour associée la société de promotion immobilière EUROPROJECT HOLDING SA (Luxembourg).

Créée fin 1970 au capital autorisé de F. Lux. 40 millions, cette dernière est une émanation de la firme française EUROPROJECT SA (Boulogne-Billancourt) - filiale des compagnies ENTREPRISE M. THINET Sarl (Boulogne-Billancourt), INTERSTRUCTA GmbH & C° KG (Hanovre) et PFULLENDORF KG (cf. N° 489 p. 19) - associée aux compagnies suisse REAL-BODEN AG (Chur) et allemandes INTERSTRUCTA GmbH & C° KG (Hanovre), IGEVA GmbH (Hanovre) et LANGNER INTERNATIONAL KG.

(621/28) Les établissements financiers de Paris FINACOR SA (cf. N° 617 p. 20) et de Boston FIRST BOSTON CORP. ont conclu un accord de collaboration permettant : (1) au premier de développer ses activités aux USA, où il dispose déjà d'une filiale, MONECOR Inc. (New York); (2) au second de pénétrer sur le marché des Eurodevises, en disposant de l'important réseau de son partenaire français avec ses filiales d'Amsterdam, Genève, Munich, Londres, Rome, etc ...

(621/28) Membre du groupe KREDIETBANK SA (cf. supra, p.27) la FINIMTRUST SA de Luxembourg a présidé à la création de la compagnie de portefeuille FINANZ BAU HOLDING AG SA (Luxembourg) au capital de FB 3 millions.

De son côté, la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG SA (cf. N° 607 p. 27) a fondé pour compte suisse, la société de portefeuille SECURITE EXPANSION SA (capital de F. Lux. 10 millions), que préside M. Pierre de Boccard (Coudres-Genève) et a constitué le holding FINANCING AMERICAN FINAMERICANA SA (capital de \$ 20.000).

INDUSTRIE ALIMENTAIRE

(621/28) Une rationalisation dans l'industrie néerlandaise de la confiserie se traduira par le passage de l'entreprise RADEMAKER'S KON. CACAO- & CHOCOLADEFABRIEKEN N.V. (La Haye) sous le contrôle de la société N.V. DROSTE FABRIEKEN N.V. de Haarlem (cf. N° 585 p. 35).

Sans liens financiers avec l'entreprise de la branche FRANK RADEMAKER'S de Rotterdam (cf. N° 578 p. 34), membre du groupe KWATTA (Breda) depuis 1970, l'entreprise de La Haye, connue pour ses caramels "Hopjes", possède une filiale sous son nom à Francfort ainsi qu'un important réseau de distributeurs exclusifs en France (ETS FOULON FILS de Nanterre/Hts-de-Seine), Belgique, Italie, etc ... De son côté, DROSTE, qui a repris en 1970 à la compagnie britannique CAVENHAM FOODS Ltd (cf. N° 620 p. 27) sa filiale RINGERS CACAO- & CHOCOLADEFABRIEKEN N.V. (Alkmaar), dispose de représentations commerciales à Anvers et Francfort (cf. N° 368 p. 27)

(621/28) Le groupe de tabac, boissons et stimulants (thé, café, etc...) DOUWE EGBERTS KON. TABAKSFABRIEK- & KOFFIERBRANDERIJEN THEEHANDEL N.V. d'Utrecht (cf. n° 613 p.38) a décidé de mettre fin aux activités de son affiliée de Brême D.E.J. INTERNATIONAL RESEARCH C° GmbH (cf. n° 483 p.32), commune avec le groupe allemand de négoce de cafés et thés JOH. JACOBS & C° (cf. n° 555 p.28), et d'en confier la liquidation à M. Donald K. Stelling.

(621/28) L'entreprise belge d'alimentation animale OPIC SA (S'Geavenwezel) a participé à la création à Paris de la firme de même vocation COMAVI SA (capital de F. 200.000), que préside M. Lucien Hooghe et dirigent MM. Max Suhard et Alain Goethals.

(621/29) La CIE FINANCIERE LESIEUR SA de Boulogne/Hts-de-Seine (cf. n° 605 p.31) a fusionné ses filiales LESIEUR COTELLE SA de Boulogne/Seine (en association 69,33/30,67 % avec la société COTELLE & FOUCHER SA d'Issy-les-Moulineaux - cf. n° 566 p.33) et LESIEUR-HUILOR SA de Paris (en association 10,53/69,42/20,05% avec LESIEUR COTELLE et UNIPOL -UNION DES NOUVELLES INDUSTRIES DE PRODUITS OLEAGINEUX de Marseille) au profit de la première. Transformée en LESIEUR COTELLE & ASSOCIES SA, celle-ci - qui a récemment absorbé sa filiale SECEP-STE D'ETUDES & D'EXPLOITATION DE CONDITIONNEMENT D'EMBALLAGES PLASTIQUES SA (Boulogne) - a, en rémunération d'actifs (bruts) de F. 346,2 millions, élevé son capital à F. 217,5 millions, désormais détenu pour 63,3 % par FINANCIERE LESIEUR, 25,3 % par COTELLE & FOUCHER et 11 3 % par UNIPOL.

Par ailleurs, la filiale d'alimentation animale LESIEUR-SODEVA SA a cédé son usine de Neubourg/Eure - d'une capacité de 80.000 t./an d'aliments composés pour bétail - à l'UNION DES COOPERATIVES AGRICOLES DE NORMANDIE-UNACOR (Caen), qui exploite déjà des usines de ce type à Coutances/Manche, Carpiquet/Calvados et Gravigny/Eure. Elle garde cependant dans ce secteur ses usines de Valenciennes/Nord, Rennes/I. & V., Feurs/Loire, Moulins/Allier et Die/Drôme ainsi que ses abattoirs de volailles de Crest/Drôme, Feurs, Moulins et Janzé/I. & V.

(621/29) Une concentration dans l'industrie brassicole du Luxembourg s'est effectuée au profit de la BRASSERIE DE LUXEMBOURG SA qui, pour avoir absorbé la BRASSERIE DE CLAUSEN SA, s'est transformée en BRASSERIES REUNIES DE LUXEMBOURG SA et a porté son capital à F. Lux. 120 millions.

METALLURGIE

(621/29) Spécialiste en République Fédérale d'aiguilles, accessoires et fournitures pour l'industrie textile, la société HAASE & KÜHN KG (Leinzell/Württ.) s'est donnée une filiale en Suisse, HAASE & KÜHN SA (Neuchâtel) au capital de FS. 50.000, dirigée par M. Willy Bregnard.

(621/29) Filiale à Londres de la compagnie ALFRED A. CORRE & C° Ltd (Bentfleet/Essex), l'entreprise de fours métallurgiques et installations de chauffage industriel WATERLOO GRILLE C° (GREAT BRITAIN) LTD s'est donnée une filiale aux Pays-Bas, WATERLOO N.V. (Deventer) au capital autorisé de Fl. 750.000, que dirige M. Pieter Tak et où elle est associée à la firme COSMOPOLITAN AGENCIES LTD (Nassau/Bahamas).

(621/29) L'entreprise néerlandaise de négoce de structures légères en aluminium et métaux légers non ferreux (pour le bâtiment notamment) ALUWERK N.V. (Groningue) a ouvert en République Fédérale (Haren/Ems) une succursale dirigée par MM. J.W. Woldringh et Gerhard Kötter.

(621/30) Des intérêts suisses, portés notamment par MM. Frederic Hasler (Genève), ont été à l'origine à Côme de la firme de gestion de brevets et licences métallurgiques METALLURGICA & PROMOTING SpA (capital de Li. 1 million), que dirigent MM. Hans Georg Furrer (Genève) et Hugo von der Crone (Zurich).

(621/30) L'entreprise de chaudronnerie industrielle (pour citernes et réservoirs notamment) GEORG HARTIG KG de Mannheim a installé une filiale commerciale et d'assistance technique à Vienne, GEORG HARTIG TANKBAU GmbH (capital de Sh. 100.000), gérée par M. Robert Glier.

(621/30) Le groupe PECHINEY SA de Paris (cf. n° 620 p.17) a cédé au groupe UGINE KUHLMANN SA (cf. n° 615 p.30) une participation de 50 % dans sa filiale (jusqu'ici absolue) METAUX & ALLIAGES SA (Paris), dont le capital a été doublé à F. 5,83 millions. Désormais présidée par M. Pierre Grezel, président d'UGINE KUHLMANN, celle-ci est appelée à être le pivot de la fusion de ses deux actionnaires.

UGINE KUHLMANN s'est par ailleurs donné une filiale à 40 %, SOFIFOS SA (capital de F. 150 millions), chargée du financement de la construction de l'usine d'aciers spéciaux qu'il projette d'installer dans le complexe sidérurgique de Fos-sur-Mer/B. du Rh. Il y est associé à la STE GENERALE SA (cf. n° 620 p.18) pour 20 %, au C.C.F.-CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE SA (cf. n° 619 p.25) pour 16 %, à la B.N.P.-BANQUE NATIONALE DE PARIS SA (cf. n° 620 p.31) ainsi qu'au CREDIT LYONNAIS SA et à la BANQUE DE PARIS & DES PAYS-BAS SA (cf. n° 619 p.34) pour 8 % chacun. La partie immobilière de cette unité sera financée par une société civile, SIMOFOS (capital de F. 10 millions), filiale 90/10 de SOFIFOS et UGINE-KUHLMANN.

Ce dernier est d'autre part devenu actionnaire de la société OFIGE SA (Paris) - filiale jusqu'ici absolue de la BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE SA (groupe SCHNEIDER SA - cf. n° 613 p.29) - transformée en GIFOS-GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DE LA REGION DE FOS SA (capital de F. 100.000), avec pour nouvelle vocation l'émission d'emprunts obligataires groupés pour faciliter le financement des entreprises désireuses de s'implanter ou de se développer dans la région. Les autres participants de ce groupement sont : L'AIR LIQUIDE SA (cf. n° 620 p.15), la CIE FRANCAISE DE RAFFINAGE-C.F.R. SA (groupe CFP-CIE FRANCAISE DES PETROLES SA - cf. n° 620 p.33), ELF UNION SA (groupe ERAP-ENTREPRISE DE RECHERCHES & D'ACTIVITES PETROLIERES SA - cf. n° 620 p.34), ESSO STANDARD SA (groupe STANDARD OIL OF NEW JERSEY de New York - cf. n° 618 p.22), I.C.I. FRANCE SA (groupe I.C.I.-IMPERIAL CHEMICAL INDUSTRIES LTD de Londres - cf. n° 616 p.31) et PRODUITS CHIMIQUES PECHINEY-SAINT-GOBAIN SA (groupe RHONE POULENC SA - cf. n° 620 p.17) ainsi que la BANQUE DE PARIS & DES PAYS-BAS.

(621/31) Le groupe MONTECATINI-EDISON-MONTEDISON SpA de Milan (cf. n° 618 p.22) procède à la liquidation de sa filiale (99,9 %) de prospection et exploitation minières (non ferreux) MONTEPONI & MONTEVECCHIO SpA de Cagliari (capital de Li. 14,6 milliards après en avoir apporté les principaux actifs à la SO.GER. SA-STA DI GESTIONE RICERCA & RISTRUTTURAZIONE DELLE MINIERE DI SARDEGNA SpA (cf. n° 613 p.35), définitivement créée au capital autorisé de Li. 1,5 milliard (sous contrôle public) avec pour président M. Paolo de Magistris.

MONTEDISON est associé à parité dans la nouvelle affaire avec l'A.M.M.I. - AZIENDA MINERARIA METALLURGICA ITALIANA SpA de Rome (Ministère des Participations d'Etat) et l'ENTE MINERARIO SARDO-EMSA (Iglesias). Ses autres principaux intérêts dans le secteur minier sont deux filiales absolues : SALCI-STA SALIFERA SICILIANA SpA de Palerme (produits potassiques) et SMI-STA MERCURIFERA ITALIANA SpA de Bagnore S. Fioria/Grosseto (mercure), ainsi qu'une participation de 49 % dans la société MINERARIA DELL'ARGENTARIO SpA de Monte dell Argentario/Grosseto (pyrites).

PETROLE

(621/31) Le groupe CONTINENTAL OIL C° de Wilmington/Del. (cf. n° 618 p.39) - qui a récemment renoncé à fusionner ses intérêts internationaux avec le groupe BURMAH OIL C° LTD de Glasgow (cf. n° 596 p.32), actionnaire pour 23 % du groupe de Londres THE BRITISH PETROLEUM C° LTD (cf. n° 611 p.20) - a renforcé son réseau commercial en République Fédérale en reprenant à la compagnie KLAUS SALM KG (Cologne) une cinquantaine de stations-services dans la Ruhr.

Le groupe américain exploite ainsi dans le pays, au travers de sa succursale CONOCO DEUTSCHLAND INC. (Hambourg) ou de sa filiale SOPI MINERALÖL-PRODUKTE GmbH de Munich (cf. n° 554 p.37), plus de 600 stations arborant les marques "Jet" et "Conoco". Il s'apprête par ailleurs à porter à 25 % sa participation dans la raffinerie OMW-OBERRHEINISCHE MINERALÖLWERKE GmbH (Karlsruhe), dont la capacité est en cours d'extension à 12,5 millions de t./an.

(621/31) Les compagnies DEUTSCHE SCHACHTBAU & TIEF-BOHR GmbH de Lingen (cf. n° 524 p.30) et TH. WEISSER KG de Hambourg (groupe MABANAFT - cf. n° 605 p.35) sont devenues membres d'un groupement formé notamment par les sociétés britanniques BALL & COLLINS (OIL & GAS) LTD (qu'anime M. Keith Collins) et LONDON & BOMBAY UNITED INVESTMENTS LTD (actionnaire de la compagnie PREMIER CONSOLIDATED OILFIELDS LTD, où la compagnie PANOIL C° de Dallas/Tex. s'est récemment défait de ses intérêts) ainsi qu'américaine NEW ENGLAND PETROLEUM CORP. pour solliciter des permis d'exploration offshore en Mer du Nord.

PHARMACIE

(621/32) Spécialiste d'articles d'hygiène et santé pour hôpitaux, la compagnie THE KENDALL C° de Boston/Mas. (cf. n° 452 p.26) a négocié la prise du contrôle en France de la STE CONTINENTALE DES OUATES & PANSEMENTS MULSANT & CIE Sca (Villefranche-sur-Saône/Rhône), en cours de transformation en SA, et dont les actuels propriétaires, MM. Mulsant et Rouches, resteront actionnaires pour 24 %.

MULSANT, qui contrôle les LABORATOIRES PRIMELIA SA (Villefranche-sur-Saône), a réalisé en 1970 un chiffre d'affaires de F. 31,5 millions.

(621/32) Le holding pharmaceutique néerlandais GIST BROCADES N.V. de Delft (cf. n° 612 p.36) - qui coiffe les entreprises KON. NED. GIST & SPIRITUSFABRIEK N.V. et KON. PHARMACEUTISCHE FABRIEKEN v/h BROCADES STEEHMAN & PHARMACIA N.V. - s'est assuré en France, à travers sa filiale de portefeuille BROCADES SA (St-Mandé/Val-de-Marne), le contrôle de la firme LABORATOIRES BEYTOUT SA (St-Mandé), qui assure sa représentation dans le pays (cf. n° 435 p.34).

PLASTIQUES

(621/32) Spécialiste au Danemark de feutres en flocons de pierre et résines synthétiques pour thermo-isolation, la compagnie ROCKWOOL A/S d'Hedehusene (groupe KÄHLER & C° I/S) a pris à Rotterdam une participation dans son homologue NEDERLANDSE STEENWOLFABRIEK N.V., que dirige désormais M. F.N. de Rooy.

Dotée d'installations industrielles à Roermond, celle-ci (marque Lapinus) avait jusqu'ici comme actionnaires le groupe KON. NED. HOOGOVENS & STAALFABRIEKEN N.V. d'Ijmuiden (cf. n° 619 p.29), qui y conserve sa participation de 40 %, ainsi que les compagnies PELT & HOOYKAAS N.V. de Rotterdam (42 %) et NEDERLANDSE PARTICIPATIE MIJ. N.V. d'Amsterdam (18 %). Son nouvel actionnaire possède des filiales ROCKWOOL en Suède et en Norvège et Suisse, et il partage le contrôle de la société DEUTSCHE ROCKWOOL MINERALWOLL GmbH (Gladbeck) avec l'entreprise KOKS & BAUSTOFFE INH. FRANK & WEIDMANN oHG (Cologne).

(621/32) Le groupe MONTEDISON (cf. supra, p.31) a cédé à la filiale AIRFIX PLASTICS LTD (Sunbury-on-Thames/Mddx.) du groupe de Londres AIRFIX INDUSTRIES LTD (cf. n° 78 p.23) une licence exclusive de fabrication de récipients allégés en matière plastique utilisés en horticulture comme substituts des récipients en bois et carton.

(621/33) La compagnie financière de Trieste FRIULIA-SOC. FINANZIARIA REGIONALE FRIULI-VENEZIA GIULIA SpA (cf. n° 603 p.29) s'est assurée une participation de 20 % dans l'entreprise de profilés plastiques VIPAN SpA (Artagna/Udine).

TABAC

(621/33) La manufacture néerlandaise de tabacs et cigares ELISABETH BAS SIGARENFABRIEKEN v/h H. JOS VAN SUSANTE & C° de Boxtel (cf. n° 510 p.34) a installé une filiale à Houthalen, N.V. ELISABETH BAS, SIGARENFABRIEK BELGIË (capital de FB. 40 millions), chargée d'exploiter une usine en cours d'achèvement dans le Limbourg belge et qui produira avec 200 employés quelque 500.000 cigares par semaine.

La fondatrice, qui contrôle à Boxtel l'entreprise LA PAZ SIGARENFABRIEK N.V. (cf. n° 440 p.32), appartient depuis 1967 au groupe public de Stockholm SVENSKA TOBAKS A/B.

TEXTILES

(621/33) La compagnie FABRICS CREATIONS & FINANCIAL CORP. SA de Genève a été à l'origine à Milan de la firme de confection FASHION INVESTORS Sas (fonds de commandite de Li. 1 million), gérée par Mme Giorgia Fioretti.

(621/33) Société de portefeuille du groupe allemand de confection et commerce succursaliste de mercerie, bonneterie, tapis, etc... SINN (cf. n° 398 p.37), la compagnie WESTDEUTSCHE HANDELSGESELLSCHAFT AG (Cologne) a repris à la firme VERGAB-VEREINIGTE GES. ARNOLD BECKER GmbH (Saarbrücken) son contrôle absolu sur la chaîne de magasins GEBR. SINN GmbH (Saarbrücken, St-Ingbert et Neunkirchen) ainsi que sur la société SATEGRO-SAARLANDISCHE TEPPICHGROSSHANDLUNG, et a porté en conséquence son capital de DM. 7,2 à 11,3 millions.

SINN, qui possède, directement ou indirectement, une vingtaine de filiales en République Fédérale, Autriche (GEBR. BRAUBACH KG) et Belgique (SISO-TEXTIL SA), réalise avec 3.500 employés un chiffre d'affaires annuel de DM. 200 millions.

(621/34) Le groupe STE FONCIERE & FINANCIERE AGACHE-WILLOT SA de Pérenchies/Nord (cf. n° 619 p.17) a rationalisé ses intérêts dans le domaine de la confection au profit de la société HENRI COUZINEAU SA (Douai/Nord), qui a porté son capital à F. 15,9 millions pour avoir : 1) reçu de LA BELLE JARDINIÈRE SA de Paris (cf. n° 615 p.16) son Département "confection" (évalué, brut, à F. 29,4 millions); 2) absorbé les entreprises STE BOURDIN & CIE Sarl (Paris), STE DU VETEMENT B.J. Sarl (Calais/P. de C.) et SEDIVEM-STE EUROPEENNE DE DIFFUSION DU VETEMENT MASCULIN Sarl (Paris), dont les actifs ont été globalement évalués, bruts, à F. 4,4 millions.

Par ailleurs, sa filiale SAINT FRERES SA de Paris (cf. n° 603 p.35) a porté sa participation - directe et à travers sa filiale (absolue depuis peu) CIE COMMERCIALE D'INVESTISSEMENT SA (cf. n° 561 p.21) - dans le groupe de grands magasins de Paris AU BON MARCHE MAISON ARISTIDE BOUCICAUT SA (cf. n° 615 p.16) de 46,39 % à plus de 50 %.

TOURISME

(621/34) La compagnie hôtelière suédoise HOTEL LUNDIA A/B (Lund) a procédé à la dissolution anticipée de sa filiale de Bruxelles LE RELAIS SCANDINAVE-LE RELAIS DE SUEDE SA, et en a confié la liquidation à M. Marcel Lavianne.

TRANSPORTS

(621/34) Membre à Rotterdam du groupe de transports maritimes de Dublin GEORGE BELL GROUP OF SHIPPING & TRANSPORT COS. LTD, la compagnie BELL LIJN N.V. (cf. n° 464 p.37) a ouvert à Milan une représentation dirigée par MM. E.A.F. Kaspers et Raymond Antoniet.

(621/34) L'entreprise d'agence en douane et transports internationaux MARECHAUX & CIE SA de Paris (cf. n° 414 p.36) a doté sa filiale de Milan MARECHAUX ITALIANA SpA d'une succursale à Gênes. Elle a d'autre part installé une filiale à Nuremberg, MARECHO SPEDITION GmbH (capital de DM. 20.000), dont les gérants sont MM. Albert Kistner et Ch. Develey.

(621/34) Des intérêts allemands, portés par MM. Joseph et Otto Gauser (Aix-la-Chapelle) pour 50 %, et belges, portés par M. Guillaume Crosset (Bois-les-Dames) pour le solde, ont été à l'origine en Belgique (Eynatten) de l'entreprise de transports TRAFINGA-CROSSET Sprl (capital de FB. 250.000), que gèrent M. Crosset et G. Radermacher.

(621/35) Affiliée au groupe DEUTSCHE LUFTHANSA AG de Cologne (cf. n° 601 p.38), la firme de négoce et courtage d'avions d'occasion TRAVELAIR GmbH (Brême) a procédé à la dissolution anticipée de sa filiale de Paris TRAVELAIR-FRANCE Sarl, et en a confié la liquidation à M. Alexandre Couvelaire.

Elle y était associée à parité avec la société SERVICE-STE D'ETUDES, DE REPRESENTATIONS & DE VENTES A L'INTERIEUR DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE SA de Paris (cf. n° 496 p.24).

(621/35) Membre du groupe danois LARS FOSS (Fredensborg), la compagnie d'armement et transports maritimes NORD LINE A/S (Hedenstedt) s'est donnée une filiale à Hambourg, NORD LINE A/S & C° KG.

DIVERS

(621/35) La compagnie de portefeuille SOFISPORT SA de Paris (capital de F. 19,5 millions) s'est assurée une participation, minoritaire mais importante, dans la manufacture française de skis (notamment en plastique) DYNAMIC SA (Sillans/Isère).

Ancienne COFIPAR SA (cf. n° 564 p.33), SOFISPORT est filiale commune de la COFININDUS-CIE FINANCIERE & INDUSTRIELLE SA de Bruxelles (cf. n° 619 p.34) ainsi que du groupe SCHNEIDER SA de Paris (directement et à travers la BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE SA - cf. supra, p.30) et de la FIDIC-STE FINANCIERE DES-MARAIS POUR L'INDUSTRIE & LE COMMERCE SA de Paris (cf. n° 558 p.32).

(621/35) Le groupe d'édition BERTELSMANN AG de Gütersloh (cf. n° 620 p.24) a cédé la participation de sa filiale UNIVERSUM-FILM GmbH (Berlin et Gütersloh) dans l'entreprise d'exploitation de salles de cinéma UFA-THEATER AG de Düsseldorf (cf. n° 556 p.25) au groupe bancaire WESTDEUTSCHE LANDESBANK GIRO-ZENTRALE de Düsseldorf et Munster (cf. n° 517 p.35). Dans ce secteur, il conserve notamment le contrôle des sociétés UFA-FERNSEHPRODUKTION GmbH (Berlin) et UFA-WERBEFILM GmbH (Düsseldorf).

UFA-THEATER (capital de DM. 12,5 millions) exploite un réseau de 36 salles (plus de 20.000 places) représentant un chiffre d'affaires annuel de DM. 24,5 millions, ainsi que plusieurs cinémas "Drive In" (Hanovre, Gelsenkirchen, Wattenscheid, Nuremberg, Cologne, etc...).

(621/35) Concessionnaire et licenciée pour la France des piscines préfabriquées du groupe MAJOR POOL CORP. de Miami/Fla., la société INTERNATIONAL SWIMMING POOL SA-PISCINES FLORIDA (cf. n° 485 p.42) a décidé de mettre fin aux activités de sa filiale de Francfort FLORIDA-INTERNATIONAL SWIMMING POOL GmbH, dont M. Jacques Audier sera liquidateur.

INDEX DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS CITÉES

Abeille (L')	P. 13	British Nuclear Fuels	P. 26
A. E. G. -Telefunken	26	British Oxygen C°	19
Agache-Willot	34	Bruel & Kjaer	23
Air Liquide (L')	30	Brugeoise & Nivelles (La)	21
Airfix	32	Burmah Oil C°	31
Allen Electric & Equipement C°	19		
Almex	25	C. A. P. Europe	24
Aluwerk	29	Carrier Corp.	21
A. M. M. I.	31	C. A. T. -Continentale d'Applications	
Andernach	16	Techniques	21
Assurances Abeille & Paix (Les Cies)	13	C. E. I. D. A.	13
Assurances du Groupe de Paris	13	C. F. P. -Cie Française des Pétroles	30
Attwood	18	Citroën	14
Audi NSU Auto-Union	13	Clark Equipment	21
Automotive Performance	22	Cofinindus	35
Autovermietung Selbstfahrer-Union	27	Comavi	28
		Comeurop	22
B. A. C. C. I. -Béton Armé Construc-		Cominière	14
tions Civiles & Industrielles	15	Commerce & de Commission (Cie de)	13
Bail Equipment	26	Continental Oil C°	31
Baldwin-Lima-Hamilton Corp.	21	Controlli Elettrodomestici	19
Ball & Collins	31	Cosmopolitan Agencies	29
Banca Mobiliare Piemontese	27	Cotelle & Foucher	29
Banca Privata Finanziaria	27	Couzineau (Henri)	34
Banco de Financiacion Industrial	26	Crawford Deur	14
Banco de Vizcaya	26	Crédit Commercial de France	30
Banque Internationale à Luxembourg	28	Crédit Lyonnais	30
Banque de Paris & des Pays-Bas	27-30	Credito Romagnolo	27
Banque de l'Union Européenne	30-35		
Barber-Colman C°	19	Dale Electronics	25
Barnes-Hind Pharmaceuticals	20	Dana Corp.	21
Bas Sigarenfabriek (Elisabeth)	33	Deutsche Lufthansa	35
Beck (C. F.)	18	Deutsche SB. Kauf	18
Belgonucléaire	26	Deutsche Schachtbau & Tiefbohr	31
Bell Lijn	34	Dieppe Marchand	21
Bertelsmann	35	Douwe Egberts	28
Belle Jardinière (La)	34	Droste Fabrieken	28
Béton de France	15	Dynamic	35
B. L. H. -Europe	21		
B. N. P.	30	E. E. D. -European Enterprises Deve-	
Bobema	15	lopment	16-25
Bon Marché (Au)	34	Elettronica San Giorgio Elsag	24
Bonnard & Gardel Ingénieurs-Conseils	18	Elf-E. R. A. P.	30
B. P.	31	Elsted Ges. Für Elektrotechnik	24
Brasseries Réunies de Luxembourg	29	Empain	22

E.N.I.	P. 26	I.C.I.	P. 30
Ente Minerario Sardo	31	I.D.I.	25
Entreprise Caroni	15	Infratest	18
Esso	30	Interbanca	27
Euroelektra Nederland	24	International Modern Optics	20
Europroject Holding	27	Interrent	27
Eurozym	16	Interstructa	27
		I.R.I.	24
Fabricom	22	Irish Rubber	16
Fabrica Creations & Financial Corp.	33	Isomet	24
Famatt France	22	Israel British Bank	13
F.A.R. -Fabbriche Accumulatori		Istituto Centrale di Banche & Banchieri	27
Riunite Partenope Hensemberger	20	Italo-Britannica L. Manetti H.	
Fashion Investors	33	Roberts & C°	17
Fiat	14		
Finacor	28	Kaiser's Kaffee-Geschäft	18
Financière de Suez	16-26	Keesing	23
Financing American Finamericana	28	Kendall C° (The)	32
Finanz Bau Holding	28	Kerres	21
Finimtrust	28	Kluwer	23
Finmeccanica	24	Kon. Ned. Hoogovens & Staalfabrieken	32
First Boston Corp.	28	Kredietbank	27-28
Floquet-Monopole	21	K.W.U. -Kraftwerke Union	26
Florida-International Swimming Pool	35		
Ford Motor C°	13	Laboratoires Beytout	32
Foss (Lars)	35	Lamson Industries	25
Foton Publishing	23	Leasing Bancaya	26
Friulia	33	Leigh Investments (France)	16
		Lesieur Cotelle & Associés	29
Gabonaise de Participations & de		Lionel Corp.	25
Développement	27	Livre de Paris (Le)	23
Gemca	21	London & Bombay United Investments	31
Générale (Sté)	30	L.R. International	26
Générale de Chauffe (Cie)	22		
G.I.F.O.S.	30	Mabanaft	31
Gist-Brocades	32	Mack Trucks	18
Graphic Sciences	25	Maje Distribution	17
Greg-Gary	18	Major Pool	35
		Mapa-Fit	16
Haase & Kühn	29	Marechaux Italiana	34
Hachette	23	Matthys & Fils (Julien)	22
Hampton & Sons	16	Meier & C° (Robert)	19
Hartig (Georg)	30	Mercier (Ets. Camille)	22
Hoechst	17	Metallurgica & Promoting	30
Holec	19	Métaux & Alliages	30
Hool & Fils (Van)	14	Metro-SB. -Grossmärkte	17
Hotel Lundia	34	Möbel-Grossvertrieb	17

Montecatini-Edison	P. 31-32	Smit Weld	P. 19
Monteponi & Montevecchio	31	Socober-La Soupape	21
Mulsant	32	Socol	14
Münchmeyer	18	Sofifos	30
		S.O.F.I.S.A.G.	15
Ned. Steenwolfabriek	32	Sofisport	35
Nord Line	35	S.O.G.E.R.	31
Nova Werke Ferber & Wran	21	Sotec-Ray	22
Nuclear Power Group	26	S.S.G. -Süddeutsche Schwefelkohlen-	17
Nuodex	17	stoff GmbH	17
		Süd-Chemie	
Oakes Diversified Industries	22		19
Oberrheinische Mineralölwerke	31	Teleton Elektro	17
Ofige	30	Tenneco	20
Opic	28	Thorn Electrical Industries	20
		Towler Hydraulics	34
Péchiney	30	Trafinga-Crosset	35
Perlini France	22	Travelair	22
Philips	20-25	Tunzini-Ameliorair	
Philper	20		35
Pierrel	17	U.F.A. -Theater	30
Porsche	13	Ugine-Kuhlmann	24
Produits Chimiques Péchiney-St-		Ultrakust France	29
Gobain	30	U.N.A.C.O.R.	15
Progil	17	Union Financière Razel	13
		Union Financière & Minière	29
Rademakers Kon. Cacao- & Choco-		Unipol	15
ladefabrieken	28	Unisa Baukeramik	25
Razel Frères	15	Unisem Corp.	25
Ready Mixed Concrete	15	United Aircraft Corp.	35
Reckitt & Colman	17	Universum Film	
Rhône-Poulenc	17-30		25
R.M.C. France	15	Vanandel Ver. Bedrijven	33
Rockwool	32	Vergab-Ver. Ges. Arnold Becker	25
Romeico Beteiligung	19	Viatron France	33
		Vipan	13-27
Saint-Frères	34	Volkswagen	13
Salm (Klaus)	31	Volvo	
Sategro	33		13
Schneider	30-35	Wankel	29
Schneider Radio Télévision	25	Waterloo	31
Schwelm & Towler Hydraulics	20	Weisser (Th.)	33
S.E.A.T.	14	Westdeutsche Handel	35
Securité Expansion	28	Westdeutsche Landesbank	
Siemens	26		
Siemens (C.J.H.)	27		
Signal Cos Inc.	18		
Sinder	22		
Sinn	33		
S.M.E. -Sta Meridionale Finanziaria	20		

